



Investir dans les populations rurales

Cabo Verde

Rural Socio-economic Opportunities Programme

Rapport de supervision

Dates de mission: 30/06/2019 au 17/07/2019

Date du document: 20/04/2020

Identifiant du projet 1100001604

Numéro du rapport: 5226-CV

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

ACD	: Association Communautaire de Développement
ACI	: Appel à la Concurrence Internationale
ADEI	: Agence de Développement de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation
AGR	: Activité Génératrice de Revenus
ANAS	: Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
ARAP	: Autorité Régulatrice des Achats Publics
BAD/FAD	: Banque Africaine de Développement/Fonds Africain de Développement
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BAI	: Banco Africano de Investimentos
BCA	: Banco Comercial do Atlântico
BCN	: Banco Cabo-Verdiano e Negócios
BCV	: Banque Centrale du Cap Vert
BESCV	: Banco Espírito Santo Cabo Verde
BI	: Banco Interatlântico
CCMF	: Conseil Consultatif de la Micro-finance
CDD	: Community-Driven Development (Développement géré par la Communauté)
CECV	: Caixa Económica de Cabo Verde
CNRP	: Conseil National pour la Réduction de la Pauvreté
CRP	: Commission Régionale de Partenaires
DRF	: Demande de Retrait de Fonds
DSRP	: Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
ECV	: Escudos Capverdiens
FAMF	: Fédération des Associations de Micro-Finance
FAO	: Food and Agriculture Organisation of the United Nations
FFE	: Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FLM/MFF	: Flexible Lending Mechanism (Mécanisme Flexible de Financement)
FRC	: Fonds de Réinvestissement Communautaire
GFP	: Gestion des Finances Publiques
GoCV	: Gouvernement du Cap-Vert
HIMO	: Haute Intensité de Main d'œuvre
ICIEG	: Institut Capverdien pour l'Egalité et l'Equité-Genre
IDH	: Indice de Développement Humain
IMF	: Institution de Micro-Finance
INMG	: Instituto Nacional de Meteorologica e Geofisica
INE	: Institut National des Statistiques
LC	: Ligne de Crédit
MAE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement
MCA	: Millenium Challenge Account (Programme d'aide au développement US)
MPD	: Mouvement pour la Démocratie
MFRA	: Ministre des Finances et de la Réforme Administrative
MPME	: Petites et Moyenne Entreprises
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMF	: Opérateur de Micro-Finance
ONG	: Organisation Non-Gouvernementale
PAICV	: Parti Africain pour l'indépendance du Cap-Vert
PIB	: Produit Intérieur Brut
PLL	: Programme Local de Lutte contre la Pauvreté
PLPR	: Programme de Lutte contre la Pauvreté Rurale
PMA	: Pays les Moins Avancés
PNLP	: Programme National de Lutte contre la Pauvreté
POSER	: Programme de Promotion des Opportunités Socio-Economiques Rurales
PRLP	: Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté
PTBA	: Plan de Travail et Budget Annuel
QUIBB	: Enquête sur les Indicateurs de Bien-Être Basique
RAF	: Responsable Administratif et Financier
S&E	: Suivi et Evaluation
SAP	: Système d'Auto-Évaluation Participative
SEBRAE	: Service Brésilien d'Appui aux Micros et Petites Entreprises
SIG	: Système d'Information de Gestion
SOE/ECD	: Status of Expenditures (États Certifiés des Dépenses)
SSB	: Services Sociaux de Base
SYGRI	: Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TACV	: Transports Aériens du Cap Vert
TRI	: Taux de Rendement Interne
TRIE	: Taux de Rendement Interne Économique
UCP	: Unité de Coordination du Programme
UniCV	: Universidade do Cabo Verde
USD	: Dollars des Etats-Unis
UT	: Unité Technique
VAN	: Valeur Actuelle Nette

A. Aperçu du projet

Région:	Afrique de l'Ouest et du Centre	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Cabo Verde	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Rural Socio-economic Opportunities Programme	Classification du risque climatique (PESEC):	Pas encore disponible
N° du projet:	1100001604	Institution chargée de l'exécution:	Pas encore disponible
Type de projet:	Développement Rural	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Pas encore disponible
Chargé de Programme Pays:	Gianluca Capaldo		
Coordonnateur du projet:			
Zone du projet:			

Date d'approbation:	21/09/2012	Date de réception du dernier rapport d'audit:	05/07/2019
Date de signature:	29/10/2012	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	03/10/2019
Date d'entrée en vigueur:	11/02/2013		
Date d'éligibilité aux décaissements:	11/02/2013	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	12
Date du premier décaissement:	20/05/2013	Nombre de prolongations:	1
Date de la revue à mi-parcours:	28/11/2016	Délai d'entrée en vigueur:	5 mois
Date d'achèvement prévue:	31/03/2019		
Date d'achèvement actuelle:	31/03/2022		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	ASAP Trust Fund	\$4,000,000
	IFAD	\$6,271,000
	IFAD	\$6,300,306
	IFAD	\$4,700,225
Répartition du financement national	National Government (add)	\$946,855
	National Government	\$4,082,568
	Beneficiaries	\$1,105,157
Répartition du cofinancement	Spanish Fund	\$9,504,395
Financement total du projet:		\$36,910,506

Mission en cours

Dates de mission:	30/06/2019 au 17/07/2019
Jours sur le terrain:	6 days

Composition de la mission: FIDA: M. Jean Pascal Kaboré, Chargé de programme au Bureau FIDA/Dakar et Chef de mission, M. Damien Ngendahayo, spécialiste en gestion de projets, Chef de l'équipe technique, Mme Sakho Jimbira, Maam Suwadu, Spécialiste en environnement et changement climatique, Mme Dounamba Konare, Assistante de programme, en charge de la passation des marchés, M. Jacques Lutaladio, Spécialiste en agriculture et horticulture, M. Arnaud Rouillard, Spécialiste en capitalisation et gestion des savoirs, et M. Alou Abdoukarim, Spécialiste en gestion financière.

Partie nationale : Claudio Dos Santos, Expert en agronomie, Conseiller du Ministre pour l'Approvisionnement en eau et l'assainissement, MAA ; João Fonseca, Coordonnateur du POSER et équipe UCP. Sur le terrain, le MAA était représenté par les Délégués régionaux. La mission a travaillé en étroite collaboration avec les principaux partenaires de mise en œuvre du POSER.

Lieux visités: 1. Santiago Nord : Tarrafal ; 2. Santiago Centre : Santa Catarina et Sao Salvador do Mundo ; 3. Santo Antão : Ribeira Grande, Porto Novo, Paul ; 4. São Vicente.

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

Efficacité en matière de développement	4	Gestion du projet	4
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	5
Ciblage et portée	5	Gestion des savoirs	5
Égalité des sexes et participation des femmes	5	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	4	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	3
Nutrition	4	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	4

Durabilité et transposition à plus grande échelle	4	Gestion et exécution financière	5
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	4
Établissement de partenariats	5	Qualité de la gestion financière	5
Capital humain et social et autonomisation	5	Qualité et ponctualité des audits	4
Qualité de la participation des bénéficiaires	5	Fonds de contrepartie	6
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	4
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	4		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

Pertinence

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Une mission conjointe du Gouvernement de Cabo Verde et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Cabo Verde du 30 juin au 17 juillet 2019 pour réaliser la sixième supervision du Programme de promotion des opportunités socio-économiques rurales (POSER).

L'objectif global de la mission de supervision était d'apporter un appui au Gouvernement et à l'équipe du POSER afin de mieux apprécier la performance, d'identifier les difficultés rencontrées et de proposer des solutions pour une meilleure mise en œuvre. D'une manière générale, il s'est agi : (i) d'apprécier la performance globale du projet et ses effets ; (ii) d'examiner les Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP) et leur mise en œuvre sur le terrain, et de faire le point global sur la mise en œuvre des microprojets et projets structurants financés dans le cadre du POSER et de la composante climat ; (iii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable ; (iv) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2019 au 30 juin 2019, par composante, aussi bien au niveau physique que financier ; (v) de faire le point de la mise en œuvre du Don de renforcement des capacités du MAA en suivi-évaluation ; (vi) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services ; (vii) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision d'octobre 2018 ; (viii) de procéder à une analyse fine des taux de décaissement afin de voir si les mesures prises ont permis une amélioration sensible ; et (ix) d'analyser, avec l'Unité de Coordination et les partenaires impliqués dans leur mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées, et proposer des solutions appropriées.

La mission a analysé la dynamique de partenariat dans la mise en œuvre du POSER et du POSER-C à travers la préparation et l'exécution des protocoles signés avec les services techniques et les autres partenaires ainsi que la gestion des contrats de prestation. Elle a fait le point du processus de remboursement du FRC, de la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision sur cet aspect ainsi que des initiatives en cours pour un recours aux institutions de micro finance envisagées par l'UCP.

Au cours de son séjour, la mission a rencontré les autorités gouvernementales, la Coopération espagnole, les services techniques et différents autres partenaires à Praia. Elle a échangé avec l'équipe de la mission conjointe d'identification BAD/FIDA séjournant dans le pays. Elle a effectué des visites de terrain dans les îles de Santiago, São Vicente et Santo Antão, où elle a pu visiter les réalisations et rencontrer les producteurs, les ACD, les Délégations du MAA et les Représentants des maires des régions visitées.

L'Aide-Mémoire de la mission a été soumis à l'appréciation de l'UCP le mardi 16 juillet 2019 et amendé pour tenir compte de leurs commentaires. La mission a présenté le 16 juillet 2019 ses constats, analyses et recommandations à M. Gilberto Silva, Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement et a restitué ses principales recommandations le 17 juillet 2019 aux partenaires d'exécution du projet en présence de la coopération espagnole. Les principaux points d'accord et les conclusions de la mission ont été passés en revue et confirmés dans une Lettre de Gestion du FIDA.

La mission tient à remercier l'ensemble de ses interlocuteurs pour la qualité de leur implication et celle de leurs contributions à l'avancement du POSER. Elle remercie particulièrement l'UCP et les Délégations régionales du MAA pour la qualité de l'organisation et de l'appui à la mission.

Principaux accords de mission et conclusions

Révision du PTBA 2019. La mission confirme la montée en puissance des projets structurants (PS) observée par la dernière mission de supervision. Ils représentent environ 70% des dépenses totales inscrites dans le PTBA 2019. *En vue de s'inscrire dans la logique du concept de PS, les prochains dossiers d'étude de PS devront comprendre non seulement les infrastructures, mais également les activités en aval d'appui à la production et productivité agricoles. Ceci permettra de garantir l'articulation, qui fait défaut actuellement, entre les PS et les microprojets (MP) de producteurs. Compte tenu du faible d'exécution du PTBA au 30 juin 2019 (20%), il devient urgent de le réviser pour prendre en considération les investissements qui seront effectivement réalisés sur la période restante de l'année (5 mois), ce qui permettra d'améliorer le taux d'exécution du PTBA jugé insatisfaisant.*

Passation des marchés. L'expérience vécue en 2018 et 2019 montre que le processus de passation des marchés (PM) pour la réalisation des PS est particulièrement long. A titre indicatif, sur une quarantaine de PS programmés dans le plan de PM 2018/19, 16 (40%) sont toujours dans le processus de PM. *Ainsi, les ressources encore disponibles sur les financements FIDA/FFE continueront à enregistrer un faible taux de décaissement au rythme actuel de l'avancement du processus de PM.* Face à cette situation, deux mesures ont été convenues. La première consiste en la mise en place d'une Commission ad-hoc chargée de la PM pour le POSER, sous la supervision du dispositif existant déjà au MAA. A cet effet, le POSER devra prévoir des frais de fonctionnement de la dite commission. La seconde consiste à renforcer la Cellule de PM en mettant à sa disposition une expertise pour le montage des DAO.

Remboursement du Fonds de réinvestissement communautaire (FRC). Depuis la mission d'octobre 2018 : le taux global de remboursement est passé de 7% à seulement 7,8%. Il ressort du diagnostic réalisé par l'IMF ASDIS sur 50 MP financés à Santiago Norte, que les montants à rembourser ont été mal définis et sont difficilement mobilisables par les

bénéficiaires. A titre indicatif, pour un kit d'irrigation « goutte à goutte », le montant dû et non abordable par le bénéficiaire inclut non seulement le kit reçu, mais également la contribution au coût des infrastructures. *La mission appuie la proposition de l'UCP de revoir à la baisse les montants contractuels à rembourser en prenant en considération les différentes catégories de MP (agriculture, élevage, pêche, etc.). Cette revue devra faire l'objet d'une concertation élargie pour s'accorder sur les nouveaux montants et les délais de remboursement. Pour se conformer à la réglementation bancaire en vigueur, l'activité de récupération des crédits et d'octroi de nouveaux crédits sera désormais prise en charge par les IMF partenaires du POSER.*

Globalement, la nouvelle approche du programme de se concentrer sur les investissements structurants lui a permis de toucher un plus grand nombre de bénéficiaires. La mission note que l'UCP et ses partenaires commencent à s'approprier le concept de PS, ce qui facilitera la mise en œuvre de la phase d'extension du POSER. *Le défi majeur est la valorisation des investissements mis en place pour qu'ils produisent les effets et impacts attendus. A cet effet, il importe d'accorder la priorité à l'appui conseil agricole destiné aux producteurs et à la structuration de ceux-ci en organisations capables de leur rendre des services de commercialisation et d'approvisionnement en intrants à travers des partenariats avec le secteur privé. L'autre défi est l'élaboration d'une stratégie de sortie impliquant toutes les parties prenantes, et d'un plan d'actions pour son opérationnalisation avant l'achèvement du POSER.*

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Performance financière. Le programme a enregistré peu de progrès depuis la dernière mission de supervision d'octobre 2018. Ceci est reflété par un taux global de décaissement sur l'ensemble des financements extérieurs effectivement mobilisés (Prêt initial et complémentaire du FIDA, FFE, et ASAP) qui est passé de **57%** au 30 septembre 2018 à **64%** au 30/06/2019, soit une augmentation de 7 points seulement en 9 mois. Avec les DRF en cours de préparation (1,475 millions USD), le taux de décaissement prévisionnel sera respectivement de **83,45%** sur le Prêt initial FIDA, **83,84%** sur le Prêt supplémentaire FIDA, **30,35%** sur le Don ASAP et **88,79%** sur le FFE. Ces taux restent encore faibles à trois mois de la date initiale de clôture (30/09/2019) des financements du FIDA/FFE.

L'exécution financière cumulée du POSER au 30/06/2019 est estimée à **58%** des coûts révisés en USD sur les financements FIDA/FFE, ASAP, Gouvernement, Bénéficiaires, réévalués dans le Document de Proposition de Prêt Additionnel FIDA^[1]. Par composante, la situation se présente comme suit : **62%** sur la composante 1 (Programmes régionaux de lutte contre la pauvreté rurale) ; **32%** sur la composante 2 (Formation, Animation, et Mise en Réseau) ; **100%** sur la composante 3 (Appui institutionnel pour l'adaptation des petites exploitations agricoles au CC), et **69%** sur la composante 4 (Coordination & Gestion).

Exécution des PTBA. Les taux d'exécution physique et financière moyen des PTBA sur la période 2014 à 2018 sont respectivement de 55% et de 66,4% hors engagements. Les taux d'exécution physique pondérée et financière du PTBA 2019 (janvier à septembre) sont respectivement de 20% et 24% toutes sources de financements confondus au 30/06/2019. Par composante, les taux d'exécution physique en termes de réalisation des indicateurs de produits se présentent comme suit : 20% pour la composante 1, 35% pour la composante 2, et 43% pour la composante 3. Ces taux insatisfaisants s'expliquent par les lenteurs enregistrées dans le processus de passation de marchés pour la mise en œuvre des projets structurants alors que ceux-ci représentent environ 70% du budget 2019. En effet, la plupart des contrats y relatifs ont été signés en mai 2019 et les travaux viennent de démarrer. L'autre facteur explicatif des faibles performances du POSER pour la période sous revue, est (i) la démotivation du personnel du terrain à partir de novembre 2018 due à l'incertitude de leur avenir en lien avec la date imminente de l'achèvement du POSER qui était prévue au 31 mars 2019 ; et (ii) la restructuration de l'UCP et les UT avec départ de 33% des effectifs du personnel.

Composante 1 : Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté

L'objectif de la composante 1 est de soutenir le cofinancement de MP sollicités par les populations rurales afin de faciliter la mise en place d'investissements structurants permettant la valorisation et l'utilisation efficaces de l'eau agricole, et d'autres secteurs comme l'élevage et la pêche. Dans un contexte de rareté de l'eau au Cap-Vert, ces investissements sont clés pour les ménages pauvres, les femmes et les jeunes sans terre, en leur facilitant l'accès à l'eau agricole. Afin d'intégrer les aspects climatiques et environnementaux dans ces MP et ainsi renforcer la résilience des bénéficiaires, trois volets sont proposés : (i) l'intégration de l'adaptation au CC dans les PRLP, (ii) la valorisation et l'utilisation efficaces de l'eau agricole, et (iii) l'amélioration de l'infiltration des eaux et la protection de BV.

Programmes régionaux de lutte contre la pauvreté (PRLP). La mission a constaté que l'essentiel des investissements était consacré d'abord à la réalisation d'infrastructures hydroagricoles tels que les systèmes d'énergie photovoltaïque reliés aux forages, les pompes submersibles, les réservoirs d'eau et les réseaux d'adduction pour la mobilisation primaire de l'eau agricole. Aussi, les infrastructures ont permis l'installation de quelques citernes, des systèmes de distribution primaire d'eau et dans peu de cas à l'installation des systèmes de distribution secondaire d'eau et de micro-irrigation moderne par goutte-à-goutte de surface pour une utilisation efficace de l'eau dans les parcelles horticoles. Ces investissements ont servi aussi à la construction d'enclos pour animaux, l'acquisition d'embarcations équipées pour la pêche semi-industrielle et d'unités de transformation agroalimentaire. L'effet significatif obtenu est la réduction du prix de l'eau agricole jusqu'à 50%. Cependant, dans la plupart des projets structurants visités, il n'y a pas d'articulation entre les

investissements structurants et les MP qui devaient être rattachés à ces investissements. Dans le PTBA 2019, l'accent est mis sur 6 nouveaux projets structurants d'un montant total de 101,5 millions de CVE. Parmi les projets des années antérieures, 13 ont été reliés aux MP (5 à Santo Antão; 4 à Tarrafal Santiago ; 2 à Sao Vicente; 1 à Fogo ; et 1 à Maio).

Concernant les aspects climatiques et environnementaux, la performance reste faible avec des réalisations en deçà des prévisions pour les activités financées par ASAP dans cette composante. Cette faible performance s'expliquerait par le retard dans la signature des contrats ; la plupart étant signés en mai pour une exécution qui n'a pu commencer qu'en juin. Ainsi, le taux d'exécution financière est de seulement 4% sur les 40 millions engagés.

Pour l'*Intégration de l'adaptation au CC dans les PRLP*, seule l'activité de cartographie SIG des PRLP dans 9 régions a été réalisée sur les quatre planifiées dans le PTBA 2019. Il est important que des mesures correctives soient prises par le projet en concertation avec ses partenaires, notamment l'INMG et l'UniCV-ECAA, pour l'élaboration des PRLP climato-intelligents accompagnée de formations des CRP/ACD et Délégations MAA sur les questions environnementales et climatiques. Quant à la *valorisation et l'utilisation efficaces de l'eau à des fins agricoles*, la majorité des activités prévues n'ont pu être réalisées et les retards accusés dans l'exécution de ces activités s'expliqueraient par des problèmes de passation de marchés. Pour les forages installés et disposant de pompes alimentées par système hybride, les bénéficiaires rencontrés ont fait ressortir la baisse des coûts de production résultant de celle du coût de l'eau, avec l'introduction de l'énergie renouvelable. Le POSER a travaillé en étroite collaboration avec le CERMI qui a conduit des études sur l'utilisation des énergies renouvelables et la promotion de systèmes hybrides pour l'électrification des forages.

S'agissant de l'*amélioration de l'infiltration des eaux et la protection de bassins versants (BV)* les activités de ce volet sont relatives à des ouvrages antiérosifs avec végétalisation dans les versants, des digues d'infiltration et de ralentissement des ruissellements, des études techniques pour la réalisation des ouvrages et des formations sur la gestion des aménagements, du fourrage et de l'érosion à la parcelle. Les travaux pour la plupart des activités n'ayant démarré qu'au mois de mai, la mission a pu constater une faible performance dans la réalisation des activités. A titre d'exemple, sur les 300 ha de sols de BV prévus en 2019 pour aménagement contre l'érosion, 19,38 ha seulement ont été réalisés durant le premier semestre. Sur toute la durée du projet, 159 ha ont été aménagés au 30 juin 2019, soit 18,75% de la cible de 850 ha. Avec une performance si faible dans la majorité des activités de ce volet, la mission recommande d'accélérer le processus de sélection des entreprises ou ACD responsables des ouvrages dont les travaux n'ont pas encore démarré.

Mise en œuvre des MP économiques et sociaux. Le projet a mis en place 33 MP économiques en 2018 et 2019 pour 2 976 bénéficiaires (49% des femmes et 31% des jeunes). L'un des défis majeurs dans l'approbation des MP est de mettre l'accent sur les groupes cibles (femmes et jeunes), pour qu'ils aient l'opportunité d'être prioritaires dans un contexte où la plupart des terres pour la production agricole appartiennent aux hommes de plus de 35 ans. L'inclusion des femmes a été démontrée par les mairies de Porto Novo (Santo Antão), Tarrafal et Ribeira Grande (Santiago) qui ont mis à la disposition des femmes des terres pour l'horticulture. Le POSER a saisi l'occasion pour financer les travaux d'aménagement de ces terres, l'installation des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte et les intrants.

La mission a noté que les MP se trouvent à divers niveaux de développement et de fonctionnalité. Cependant, hormis les données sur les superficies et spéculations végétales/animales exploitées, les informations sur les variétés, races d'animaux, semences utilisées, rendements et revenus tirés des MP et leur rentabilité ne sont pas maîtrisées. Un effort est en cours pour la collecte des données fiables pour analyse, exploitation et capitalisation par la CSE. Un autre constat est que la mise en œuvre de MP présente encore quelques insuffisances en termes d'appuis techniques et d'articulation avec les projets structurants. La mission recommande de documenter la mise en valeur de tous les PS financés par le POSER depuis 2014.

Fonds de réinvestissement communautaire (FRC). La mise en place du FRC était conçue dans l'esprit d'un fonds de roulement permettant de soutenir les MP reliés aux projets structurants et servir de caution de durabilité pour les activités des bénéficiaires. La mission a été informée que le recouvrement du FRC auprès des premiers bénéficiaires est devenu problématique voire improbable et que le taux de remboursement est faible (<10% des montants investis). La raison principale serait une mauvaise communication qui aurait engendré une confusion dans les modalités de remboursement. En plus, ce n'était pas tout à fait clair aux yeux des bénéficiaires si le remboursement concernait les investissements de base en infrastructures ou simplement les coûts des facteurs de production. Le POSER a négocié avec les IMF, moyennant un protocole d'accord, le transfert de la responsabilité de recouvrement des fonds afin de leur confier le travail en fonction de leurs zones d'intervention. Le POSER va continuer à financer les MP à travers ASDIS car certains bénéficiaires pourront continuer leurs activités en sollicitant du crédit s'ils acceptent de rembourser 50% du montant de FRC déjà reçu.

Un montant de 39,7 millions ECV sur les reliquats des fonds BAD a été mis à disposition de huit IMF depuis juillet 2018 pour octroyer des crédits aux petits producteurs porteurs de MP, en priorité ceux qui sont membres des groupes cibles du POSER. Le rapport sur l'utilisation de ces fonds, incluant l'impact sur les bénéficiaires, est attendu.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
---------	----------------	----------	--------

Proposer des mesures d'entretien et de maintenance des infrastructures hydroagricoles par les Opérateurs de l'eau avec l'assistance technique d'ANAS, et mettre à leur disposition des manuels d'utilisation et de gestion pour les opérateurs de l'eau agricole.	UCP/ACD/ ANAS	31 octobre 2019	Convenu
Relancer le processus de passation de marchés avec les entreprises responsables des ouvrages	UCP	31 octobre 2019	Convenu
Assurer l'articulation entre les microprojets et les ouvrages collectifs ainsi que les chaînes de valeur afin que les projets structurants puissent continuer à engendrer des micro-projets qui vont bénéficier aux groupes cibles et avoir des impacts sur leurs conditions de vie.	UCP/ACD/ Délégations MAA/UT	Continue	Convenu
Réviser la capitalisation des données sur les microprojets afin de renseigner les indicateurs de résultats, de faciliter la tenue des comptes d'exploitation et de documenter les effets des investissements réalisés sur les bénéficiaires directs.	UCP/CSE/UT	31 octobre 2019	Convenu
Transférer formellement à l'ANAS les ouvrages, équipements et infrastructures hydroagricoles financés par POSER afin que l'ANAS puisse s'en approprier et garantir leur utilisation et leur gestion correctes au bénéfice des groupes cibles.	UCP/ANAS/ Délégations MAA/UT	31 décembre 2019	Convenu
Faire le bilan de l'utilisation et du remboursement du FRC et mettre en place un mécanisme de financement durable en faveur des acteurs de chaînes de valeurs agricoles.	UCP/CSE/UT/ Délégations MAA/UT/IMF	31 octobre 2019	Convenu
Multiplier les possibilités de paiements directs à chaque fois que les conditions sont réunies pour faciliter la mise en œuvre de la composante 1	UCP	Continu	Convenu
Soumettre au FIDA un rapport sur l'utilisation des reliquats des fonds BAD	UCP	31 décembre 2019	Convenu
Documenter la mise en valeur de tous les projets structurants financés par le POSER depuis 2014	UCP	31 décembre 2019	Convenu

Composante 2 : Formation, animation, et mise en réseau

La composante vise la consolidation et la pérennisation des structures de base à l'instar des ACD ainsi que la mise en œuvre des projets par les bénéficiaires et leurs communautés. Ainsi, des nouvelles opportunités pour les jeunes des zones rurales peuvent se créer dans les domaines agricoles et les domaines connexes. Cette composante ambitionne l'appropriation, l'autonomie et l'organisation des MP économiques en vue d'un impact sur la durabilité des investissements et sur la résilience des bénéficiaires et leurs communautés.

Animation et renforcement du réseau des facilitateurs de proximité. Avec le changement de stratégie de mise en œuvre opéré en 2019, les Unités Techniques (UT) sont sous la supervision directe de l'UCP. Le nombre d'animateurs sur le terrain a été réduit et le projet a fait recours à des étudiants stagiaires pour assurer le travail d'animation technique et de suivi des activités. Ils s'appuient sur l'expérience des Délégations du MAA et bénéficient de l'encadrement des UT. La mission constate que, le plan d'encadrement à mettre en place à l'égard des animateurs techniques, comme prévu dans le PTBA 2019, n'a été que partiellement réalisé sur 5 îles seulement (Fogo, Maio, Santiago, Santo Antão et São Nicolau).

Formation et acquisition de compétences. Ce volet concerne les bénéficiaires et leurs ACD ainsi que les structures d'appui technique (UT et Délégations du MAA) car les actions de formation et de capacitation sont la base du succès des

microprojets et des projets structurants. La mission constate que, dans le PTBA 2019, hormis 2 voyages d'échanges paysans-paysans réalisés, les autres activités n'ont pas été déployées. Quant à la formation des bénéficiaires des microprojets, elle a été réalisée sous forme d'accompagnement à la place des activités de la composante 1. La mission prend note que l'approche CEP est bien connue du POSER. La valeur ajoutée des CEP est la formation des bénéficiaires et des membres de leurs ACD dans une approche qui répond bien aux demandes et qui constitue en soi un service de conseil agricole endogène. La situation des fortes attaques des bio-agresseurs des cultures maraîchères que la mission a observée sera l'un des thèmes des CEP. Cependant, au regard des activités de 2019 qui restent à réaliser, la mission a noté un retard dans la mise en route de ce volet, malgré les contrats déjà signés.

Mise en réseau ascendant des ACD et CRP. Depuis janvier 2019, au niveau du POSER les CRP ne sont plus en charge de la sélection des microprojets et ne reçoivent plus les ressources du projet. Ce travail est maintenant assuré par les ACD et les UT de l'UCP. La mise en réseau ascendant des acteurs permettant aux porteurs de MP de bénéficier de l'expertise existante implique l'intervention de plusieurs partenaires. Pour matérialiser ces différents partenariats dans les zones d'intervention POSER, des protocoles sont signés avec des services étatiques et des institutions nationales. La mission constate que sur un total de 18 contrats de partenariat signés en 2018, la plupart ont été renouvelés en 2019 et de nouveaux signés notamment pour l'appui à l'organisation des producteurs et le développement des chaînes de valeur. Cependant, les visites de terrain ont montré que la mise en réseau des acteurs accuse un retard remarquable.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Définir un programme de formation et de capacitation des ACD, partenaires du POSER, qui comprend ateliers, échanges, séminaires et formations virtuelles	UCP/Délégations MAA/UT/ Partenaires	31 octobre 2019	Convenu
Déployer rapidement le dispositif CEP pour renforcer les fonctions d'apprentissage et d'échanges entre paysans ; et orienter la production vers l'utilisation des semences de qualité des variétés adaptées aux conditions écologiques locales au lieu de recourir aux semences importées.	UCP/Délégations MAA/UT/ Partenaires (FAO, INIDA, INDP)	31 décembre 2019	Convenu
Apporter un appui à la consolidation du réseau ascendant des ACD et autres acteurs concernés, et contribuer à l'identification des besoins et thèmes d'animation ainsi qu'à leur mise en œuvre.	UCP/ ACD/UT/ Plateforme des ONG, Délégations MAA	31 décembre 2019	Convenu

Annotation: Obligatoire - suggestion de 16 500 caractères maximum.: Aperçu des principaux progrès réalisés depuis la dernière mission, résumant toutes les mesures qui ont été prises pour améliorer la performance du projet. Cela devrait être un résumé très concis et bref. Évitez la répétition de ce qui a déjà été signalé par l'agence d'exécution dans ses rapports d'avancement et ne répétez pas les informations détaillées présentées dans les autres sections ci-dessous.

Composante 3 : Appui institutionnel pour l'adaptation au CC de l'agriculture paysanne

Cette composante vise à appuyer le renforcement de l'information agro météorologique et à promouvoir dans les institutions nationales la réflexion et l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les politiques et stratégies portant sur l'agriculture paysanne. Les activités planifiées dans cette composante doivent être réalisées à travers les conventions signées avec l'INMG et l'ANAS. Concernant le premier volet sur le *renforcement de l'information agro météorologique*, sur une cible de 4 stations agro météorologiques, seule 1 station a été installée à Santiago. Il est ressorti de la rencontre avec la Présidente de l'INMG que les 3 autres stations sont déjà disponibles dans les îles de Fogo, Brava et São Nicolau et que l'installation se ferait d'ici fin août 2019.

Une autre activité prévue dans ce volet concerne le développement de modèle de prévision des précipitations. Bien qu'il y ait des progrès en termes de contact avec l'Agrhymet et l'INIDA, l'activité n'a toujours pas été réalisée d'où le retard sur les formations prévues pour permettre aux agriculteurs d'optimiser sur les dates de semis. Les échanges avec l'INMG ont mis en exergue l'insuffisance du budget nécessaire au développement de ce modèle de prévision comparée à l'offre proposée par l'Agrhymet. Quant au second volet sur le *dialogue politique*, 3 des 5 activités prévues dans le PTBA 2019 ont été effectivement réalisées dans le cadre du Protocole avec l'ANAS.

L'activité relative à l'analyse institutionnelle sur la gestion de l'eau agricole est en cours, alors que celle portant sur l'étude de l'impact économique de l'eau sur l'Agriculture n'a toujours pas démarré ; les propositions faites étant supérieures au budget prévu. Au-delà des budgets insuffisants alloués à certaines activités et qui explique en partie le retard dans l'exécution, il se pose le problème de suivi régulier du travail des partenaires institutionnels par le projet.

Sur le plan financier, le taux d'exécution de cette composante est de 58%. En effet, 2,4 millions ont été effectivement décaissés sur un montant de 4 millions prévus. *Annotation: Obligatoire - suggestion de 16 500 caractères maximum.: Aperçu des principaux progrès réalisés depuis la dernière mission, résumant toutes les mesures qui ont été prises pour améliorer la performance du projet. Cela devrait être un résumé très concis et bref. Évitez la répétition de ce qui a déjà été signalé par l'agence d'exécution dans ses rapports d'avancement et ne répétez pas les informations détaillées présentées dans les autres sections ci-dessous.*

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Organiser une rencontre bimestrielle entre le projet et ses partenaires pour un meilleur suivi des activités d'appui institutionnel pour l'adaptation de l'agriculture au CC	UCP/ INMG/ ANAS/ CERMI	A partir de septembre 2019	Convenu

Annotation: Obligatoire - suggestion de 16 500 caractères maximum.: Aperçu des principaux progrès réalisés depuis la dernière mission, résumant toutes les mesures qui ont été prises pour améliorer la performance du projet. Cela devrait être un résumé très concis et bref. Évitez la répétition de ce qui a déjà été signalé par l'agence d'exécution dans ses rapports d'avancement et ne répétez pas les informations détaillées présentées dans les autres sections ci-dessous.

[1] Mémoire du Président, Propositions de Prêt Additionnel à la République de Cabo Verde, novembre 2018

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser une rencontre bimestrielle entre le projet et ses partenaires Organiser une rencontre bimestrielle entre le projet et ses partenaires pour un meilleur suivi des activités d'appui institutionnel pour l'adaptation de l'agriculture au CC	UCP/ INMG/ ANAS/ CERMI	09/2019
Mesures d'entretien et de maintenance des infrastructures hydroagricoles Proposer des mesures d'entretien et de maintenance des infrastructures hydroagricoles par les Opérateurs de l'eau avec l'assistance technique d'ANAS, et mettre à leur disposition des manuels d'utilisation et de gestion pour les opérateurs de l'eau agricole.	UCP/ACD/ANAS	10/2019
Passation de marchés Relancer le processus de passation de marchés avec les entreprises responsables des ouvrages	UCP	10/2019
Réviser la capitalisation des données sur les microprojets Réviser la capitalisation des données sur les microprojets afin de renseigner les indicateurs de résultats, de faciliter la tenue des comptes d'exploitation et de documenter les effets des investissements réalisés sur les bénéficiaires directs.	UCP/CSE/UT	10/2019
Bilan de l'utilisation et du remboursement du FRC Faire le bilan de l'utilisation et du remboursement du FRC et mettre en place un mécanisme de financement durable en faveur des acteurs de chaînes de valeurs agricoles.	UCP/CSE/UT/ Délégations MAA/UT/IMF	10/2019

Définir un programme de formation et de capacitation des ACD Définir un programme de formation et de capacitation des ACD, partenaires du POSER, qui comprend ateliers, échanges, séminaires et formations virtuelles	UCP/Délégations MAA/UT/ Partenaires	10/2019
Transférer formellement à l'ANAS les ouvrages, équipements et infrastructures hydroagricoles financés par POSER Transférer formellement à l'ANAS les ouvrages, équipements et infrastructures hydroagricoles financés par POSER afin que l'ANAS puisse s'en approprier et garantir leur utilisation et leur gestion correctes au bénéfice des groupes cibles.	UCP/ACD/ Délégations MAA/UT	12/2019
Soumettre au FIDA un rapport sur l'utilisation des reliquats des fonds BAD Soumettre au FIDA un rapport sur l'utilisation des reliquats des fonds BAD	UCP	12/2019
Documenter la mise en valeur de tous les projets structurants financés par le POSER depuis 2014 Documenter la mise en valeur de tous les projets structurants financés par le POSER depuis 2014.	UCP	12/2019
Déployer rapidement le dispositif CEP Déployer rapidement le dispositif CEP pour renforcer les fonctions d'apprentissage et d'échanges entre paysans ; et orienter la production vers l'utilisation des semences de qualité des variétés adaptées aux conditions écologiques locales au lieu de recourir aux semences importées.	UCP/Délégations MAA/UT/ Partenaires (FAO, INIDA, INDP)	12/2019
Apporter un appui à la consolidation du réseau ascendant des ACD et autres acteurs concernés Apporter un appui à la consolidation du réseau ascendant des ACD et autres acteurs concernés, et contribuer à l'identification des besoins et thèmes d'animation ainsi qu'à leur mise en œuvre.	UCP/ ACD/UT/ Plateforme des ONG, Délégations MAA	12/2019
Articulation entre les microprojets et les ouvrages collectifs et les chaînes de valeur Assurer l'articulation entre les microprojets et les ouvrages collectifs ainsi que les chaînes de valeur afin que les projets structurants puissent continuer à engendrer des micro-projets qui vont bénéficier aux groupes cibles et avoir des impacts sur leurs conditions de vie.	UCP/ACD/ Délégations MAA/UT	
Paielements directs pour la mise en oeuvre de la composante 1 Multiplier les possibilités de paiements directs à chaque fois que les conditions sont réunies pour faciliter la mise en œuvre de la composante 1	UCP	

E. Exécution du projet

a. Efficacité en matière de développement

Effacité en matière de développement

Effacité

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Au vu de l'atteinte des résultats du cadre logique, l'efficacité du POSER est jugée modérément satisfaisante. Le nombre des bénéficiaires du programme représente environ 70% de la cible (7 513 contre 10 957 prévus), le nombre de microprojets économiques et sociaux réalisés est aussi en deçà des attentes du programme (68% et 63% de la cible), après 3 mois de la date initiale de son achèvement (31 mars 2019). Les superficies sous aménagements hydro-agricoles dépassent largement les prévisions (294 ha contre 78 ha prévus), toutefois une partie importante de ces superficies n'est pas encore mise en valeur. Enfin, l'étude sur les effets et impacts du programme n'est pas encore réalisée, ce qui ne permet pas d'apprécier le niveau d'atteinte de l'objectif général et spécifique du POSER.

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

Analyse du cadre logique et principales questions d'efficacité

Effet 1 : « Les PRLP sont élaborés de manière participative en intégrant l'adaptation au CC, et utilisés comme outil de planification et de mobilisation du financement local » : La représentativité des acteurs locaux (ACD, municipalités, services publics, et ONG) au sein des CRP a été jugée satisfaisante sur toute la durée du programme, ce qui a permis l'élaboration des PRLP incluant les activités destinées aux groupes vulnérables. Le montant des fonds décaissés à l'endroit des CRP (indicateur clé de l'effet 1) est estimé à 7,93 millions USD contre 9,8 millions prévus à la conception, soit un taux de réalisation d'environ **81%**. La réalisation de cet indicateur est donc jugée **satisfaisante**. Avec le démarrage des activités financées par ASAP en 2018, la dimension « adaptation au CC » et « conservation des eaux et sols » a été progressivement prise en compte dans l'élaboration des PRLP. Le démarrage assez récent de ces activités explique le nombre insuffisant de personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle en lien avec les PRLP climato-intelligents (165 personnes contre 610 prévues, soit un taux de réalisation de 27%).

Effet 2 : « Les investissements socio-économiques appuyés par le programme améliorent la résilience climatique des activités économiques et les conditions d'existence des ménages pauvres » : Bien que la cible du programme en termes du nombre de microprojets économiques et sociaux n'ait pas été atteinte, le nombre de bénéficiaires de ces microprojets dépasse largement l'objectif du POSER (7 513 et 4 442 personnes respectivement bénéficiaires des microprojets économiques et sociaux, contre 5 928 et 2 816 prévus, soit un taux de réalisation de 128% et 158%). Le nombre d'emplois créés, défini comme l'indicateur clé de l'effet 2, est estimé à 1 308 contre 2 213 prévus, soit un taux de réalisation de **59%**. Le POSER a atteint et même dépassé ses objectifs physiques, définis à la conception, en termes d'infrastructures hydroagricoles réalisées (426 ha contre 78 ha prévus). Par contre, les travaux de conservation des eaux et des sols n'ont démarré qu'en 2018, et seulement 18,7% de la cible du programme (850 ha) ont été réalisés. La réalisation de l'indicateur d'effet 2 est jugée **modérément satisfaisante**.

Effet 3 : « Les structures institutionnelles et les compétences des acteurs locaux sont renforcées pour accompagner efficacement les initiatives de développement des populations rurales » : La plupart des produits conduisant à l'atteinte de l'effet 3 ont été réalisés avec satisfaction. C'est notamment le cas des ACD opérationnelles et des membres de ces ACD et CRP qui ont été formés. Toutefois, ces structures sont loin d'être autonomes financièrement et leur dépendance vis-à-vis du financement du POSER est très forte. Le taux moyen de remboursement du FRC, considéré comme étant l'indicateur clé de l'effet 3, est encore très faible (estimé à 7,8%) avec de fortes disparités inter-îles (27% pour Brava et 1,5% pour Santiago Norte). La réalisation de cet indicateur clé de l'effet 3 est jugée **insatisfaisante**.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser l'étude des effets et impacts du POSER sur les bénéficiaires	UCP, MAA	10/2019

Axe de développement

Ciblage et portée

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

La stratégie de ciblage basée sur un mécanisme d'auto-ciblage des ruraux pauvres par les CRP et les ACD, a permis d'atteindre les couches les plus vulnérables et ainsi d'appuyer 11 955 bénéficiaires directs ruraux et d'impacter indirectement 23 312 personnes. Le POSER a permis : (i) l'amélioration des conditions de vie pour 7 053 ménages ; (ii) l'amélioration du revenu net d'exploitation généré par les MP économiques pour 495 exploitations, dont 41% dirigées par des femmes ; (iii) l'insertion et l'appui de 2 189 jeunes ruraux.

Principaux problèmes

De manière générale, le nombre de microprojets économiques et d'emplois mis en œuvre entre 2014 et 2019 est plus important comparativement aux microprojets sociaux (cf. Fig.1). Les microprojets économiques semblent être pertinents pour répondre aux contraintes des producteurs et ont un impact direct sur l'amélioration des conditions de vie des groupes les plus vulnérables. En moyenne, la marge brute par microprojet économique et par secteur d'activité est de : (i) 118 203 CVE pour l'élevage ; (ii) 698 978 CVE pour la pêche ; (iii) 256 776 CVE pour l'agriculture ; (iv) 231 375 CVE pour le commerce, les services et la transformation agroalimentaire.

On note que sur les dernières années, les investissements portent principalement sur des projets structurants induisant une diminution de l'allocation des fonds pour les microprojets collectifs. Cette augmentation du nombre de projets structurants permet notamment : (i) de répondre aux problématiques d'accès à l'eau ; (ii) d'élargir la portée des interventions ; (iii) de regrouper les bénéficiaires autour du capital productif et ainsi d'augmenter l'efficacité sur le terrain ; et (iv) d'augmenter la résilience des exploitations cibles.

Des fiches technico-économiques sont référencées pour chaque microprojet afin de déterminer si les bénéficiaires sont éligibles au support du projet et si le microprojet est faisable et durable. Suite aux observations terrain, la stratégie de ciblage apparaît comme étant pertinente et permet notamment une inclusion forte : des femmes à la tête du ménage ou de l'exploitation, et des populations rurales vivant en zone enclavée.

Lors des visites terrain à Santo Antão, l'équipe a noté que des producteurs de canne à sucre à revenus moyens bénéficient de l'appui du projet. Au fil des années, les producteurs sont passés de l'exploitation maraîchère à la production de canne à sucre ; une filière qui n'a pas été retenue comme prioritaire par le projet. Il est important ici que lors de la validation des microprojets, les partenaires de mise en œuvre vérifient la conformité de la typologie des groupes bénéficiaires cibles, ainsi que le microprojet en lui-même et son devenir.

Des efforts notables ont été faits par le projet en matière de sensibilisation, mais doivent encore être renforcés afin que les bénéficiaires soient : (i) mieux informés sur les objectifs du projet et adoptent une vision entrepreneuriale ; (ii) mieux sensibilisés sur le risque de certaines activités sur l'environnement et la santé humaine (à l'exemple de la reconversion des femmes de Santiago Nord qui réalisaient l'extraction de sable).

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la sensibilisation auprès des bénéficiaires sur les objectifs des projets structurants, les activités liées à l'environnement et la santé humaine (incluant la nutrition).	UCP	
S'assurer que le nombre de bénéficiaires ne faisant pas partie des groupes cibles reste en dessous de 30%.	UCP	

Égalité des sexes et participation des femmes

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

La prise en compte de la dimension genre s'est effectuée de manière intégrale et transversale dans la mise en œuvre des composantes du projet. Les résultats obtenus à cet effet sont satisfaisants, mais sont en diminution depuis la MTR. Les femmes et les jeunes représentent respectivement 45% et 29% des bénéficiaires.

Sur les 203 microprojets économiques portés par des femmes : 75% sont dans le secteur de la transformation agroalimentaire ; 59% dans la formation professionnelle ; 58% dans l'élevage porcin et avicole ; 53% dans la commercialisation ; et 37% dans l'agriculture. La participation insuffisante en agriculture s'explique notamment par la difficulté d'accès au foncier pour les femmes et les jeunes, ce qui rend difficile la mise en œuvre de microprojets agricoles pour ces groupes.

Principaux problèmes

À l'instar des initiatives portées par le POSER et des municipalités de Porto Novo, Tarrafal et Ribeira Grande de Santiago, la facilitation d'accès au foncier pour les jeunes et les femmes permet aux exploitants de valoriser des petits périmètres maraîchers et ainsi : (i) d'augmenter leurs revenus d'exploitation grâce à la mise en œuvre de cette nouvelle activité ; et (ii) d'accroître les rendements. Néanmoins, dans le cas du périmètre de Colonato (Santiago Norte), 40 femmes n'ont pas accès à l'eau et donc ne peuvent pas valoriser le périmètre maraîcher. Dans ce cas, le projet doit redoubler d'efforts de façon à ce que les périmètres soient rapidement mis en exhaure, et ce afin que le modèle ne soit pas abandonné par les bénéficiaires.

La mission a noté que malgré les efforts du projet, la représentativité des femmes et des jeunes dans les ACD et les CRP reste faible. Le projet a notamment revu sa convention avec l'ICIEG pour : (i) renforcer le leadership féminin en milieu rural ; (ii) recentrer les actions sur le développement rural ; (iii) réaliser davantage de sensibilisation et de communication

sur le genre et l'équité. Le projet prévoit pour septembre 2019 de réaliser une étude approfondie sur « *Les structures et dynamiques des associations* », afin d'avoir une vision actualisée de la représentativité des femmes et des jeunes dans les ACD.

Enfin, il serait ici intéressant que des « cercles jeunes » soient mis en place au niveau municipal afin : (i) de créer un lieu d'échange sur les opportunités d'emploi et de marché ; (ii) de donner aux jeunes le cadre pour pouvoir s'exprimer, se former, et construire leur projet professionnel.

Concernant la participation des jeunes, le POSER prévoit qu'à travers la mise en place des projets structurants des emplois indirects soient créés (ex. : ouvrier agricole), et que des emplois directs soient créés avec le partenariat avec l'ANAS (ex. : contrôleur externe pour la gestion de l'eau). Enfin, le POSER envisage de faciliter l'accès aux microfinances pour les jeunes qui souhaiteraient créer une entreprise de prestation de services agricoles (conseil, suivi, ...).

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser une étude approfondie sur la représentativité des femmes et des jeunes au sein des ACD	UCP	09/2019
Mettre en place des « cercles jeunes » au niveau municipal	UCP	03/2020
Accompagner la création d'emplois pour les jeunes avec ANAS	UCP/ANAS	

Productivité agricole

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Sur la base des données partielles des comptes d'exploitations de production horticole, une analyse condensée de la rentabilité agricole et de pertes de production pour les cultures horticoles les plus importantes (pomme de terre, patate douce, tomate et carotte) a été faite par la CSE. D'une façon générale, la rentabilité de la production par surface est faible pour plusieurs raisons notamment les attaques des maladies et ravageurs, l'utilisation des variétés non adaptées et des semences non certifiées. C'est seulement la tomate qui présente un rendement de production supérieure (13,8 t/ha) au minimum attendu (12,0 t/ha) parmi les variétés recommandées par INIA. Par contre, en termes de pertes de production, la tomate présente un pourcentage (18,8%) plus élevé que les autres cultures.

Principaux problèmes

Les visites de terrain ont permis à la mission de réaliser la nécessité de mettre en place un accompagnement technique de proximité ; une stratégie de suivi pour améliorer la performance agricole des bénéficiaires en productions maraichère, aviaire, pastorale et halieutique et transformation agroalimentaire ; et une stratégie de capitalisation des données sur la productivité et la rentabilité des microprojets. En outre, les échanges avec les bénéficiaires ont permis de noter que la production agricole réalisée a contribué, tant soit peu, à la provision en produits frais pour l'alimentation familiale, la couverture des dépenses de santé et à la création de quelques revenus pour la scolarisation des enfants, y compris dans certains cas, pour payer les études universitaires à Praia et à Mindelo. Mais, la proportion du revenu réinvesti, par les bénéficiaires, dans leur activité agricole n'est pas connue pour le moment.

Nutrition

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Lors de la formulation du projet, aucun objectif n'avait spécifiquement été fixé dans le domaine de la nutrition même si certaines interventions sont de nature à améliorer la situation nutritionnelle et la diversification alimentaire dans la zone du projet. Parmi celles-ci figurent la mobilisation de l'eau à des fins agricoles, les cultures fruitières et plantations forestières, le développement de micro-projets facilitant l'autoconsommation de produits avicoles, halieutiques, horticoles et pastoraux à haute valeur nutritive. Vu l'importance que le FIDA accorde de plus en plus à la nutrition dans ces investissements et conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision, le projet a pris des initiatives pour une meilleure intégration de la nutrition dans les activités.

Principaux problèmes

En collaboration avec le Secrétariat National pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SNSAN), le projet a approuvé un certain nombre d'activités pour renforcer le volet nutrition dans ses zones d'interventions. Parmi ces activités figurent une étude sur l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle à *Tarrafal Santiago* qui a déjà été conduite et dont le rapport est disponible. La mission recommande d'organiser la restitution de cette étude au niveau du MAA, en impliquant les partenaires institutionnels du POSER. Les autres activités prévues d'ici décembre sont une étude sur les attitudes et pratiques alimentaires et nutritionnelles à Achada Porto, une autre sur la détermination des stratégies nutritionnelles et le

développement d'un plan d'action dans les zones d'interventions du POSER.

Le POSER a un Point Focal sur les aspects nutritionnels, et qui travaille pour la SNSAN. Une telle mesure ne pourra que renforcer l'intégration de la nutrition dans les interventions du projet en plus de faciliter la collaboration avec le Secrétariat. Par ailleurs, le projet compte investir dans des activités d'éducation nutritionnelle. C'est ainsi qu'il a engagé des discussions avec l'ONG Caritas dont l'expertise est bien reconnue dans ce domaine au Cap Vert.

Dans l'objectif d'investir sur l'éducation nutritionnelle, il serait opportun de faire le lien avec les interventions du projet dans certains secteurs comme celui de la pêche. Lors de la définition de sessions de formation/sensibilisation sur la nutrition, une thématique à proposer serait sur la conservation des produits halieutiques pour garantir une consommation de qualité.

Enfin, les bénéficiaires des microprojets rencontrés par la mission sont d'avis que leurs activités vont contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leurs ménages.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Etude sur l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle à Tarrafal Santiago Organiser la restitution de l'étude sur l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle à Tarrafal Santiago au niveau du MAA, en impliquant les partenaires institutionnels du POSER	UCP/ SNSAN	09/2019

Adaptation aux changements climatiques

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le projet contribue à l'adaptation au changement climatique au regard de ses interventions dans la mobilisation efficiente de l'eau à des fins agricoles, la gestion durable des bassins versants, le renforcement de l'information agro-météo et la promotion du dialogue politique sur les questions climatiques et environnementales. Bien que les bénéficiaires du projet aient une bonne appréciation de certaines interventions telle que l'utilisation des énergies renouvelables pour la mobilisation de l'eau, beaucoup d'efforts restent à faire pour atteindre les cibles du projet en matière d'adaptation au changement climatique.

Principaux problèmes

Selon les bénéficiaires du projet rencontrés sur le terrain, l'énergie photovoltaïque utilisée pour le pompage de l'eau, en plus d'être économiquement rentable, a permis de disposer d'une eau de qualité et de manière plus régulière. A Sao Vicente, les éleveurs dépensaient 3000 ECV pour acheter 5m³ d'eau mais avec l'installation d'un forage associé au pompage solaire, le prix a baissé jusqu'à 500 ECV pour la même quantité. Les visites effectuées dans d'autres sites confirment cette baisse sur le coût de l'eau résultant de l'introduction de l'énergie renouvelable dans le système de pompage. A Manuel Lopes et à Ribeira da Cruz, les données fournies par les bénéficiaires montrent une réduction de plus de la moitié sur le coût de l'eau, passant de 40 ECV à 22 ECV dans le premier site et de 47 ECV à 27 ECV dans le second. Ces constats de terrain viennent confirmer les résultats des études conduites par le CERMI qui font état d'une baisse du prix de l'eau suite à une réduction de 50% voire 90% du coût de l'énergie selon les zones.

Compte tenu des avantages de l'énergie photovoltaïque dans la réduction des coûts de production, au-delà de ses impacts environnementaux, le projet devrait réfléchir sur le financement d'activités dans les domaines de la pêche et de l'élevage utilisant ce type d'énergie. Cela est d'autant plus pertinent que la conservation des produits halieutiques reste un maillon important dans le secteur de la pêche. Vu l'importance des revenus du fromage pour les éleveurs, il serait aussi opportun d'évaluer la faisabilité et la rentabilité de l'utilisation d'équipements solaires pour réduire les coûts de production et assurer la conservation du fromage.

L'utilisation de la fumure organique dans la plupart des sites visités et des feuilles de bananiers pour le paillage constituent des mesures d'adaptation exemplaires qui devront être renforcées dans le cadre des Champs Ecoles Paysans. Cependant, il est ressorti des visites de terrain que beaucoup d'agriculteurs, comme ceux de Achada Porto, ont été confrontés à des attaques dans leurs périmètres horticoles surtout sur la tomate, entraînant ainsi une baisse des rendements. D'où la nécessité de travailler avec l'INIDA pour l'introduction de variétés améliorées plus résistantes aux maladies et qui pourraient être promues dans le cadre des Champs Ecoles Paysans.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Promouvoir les variétés résilientes et la lutte intégrée contre les ravageurs et parasites à travers les Champs Ecoles Paysans	UCP/INIDA	10/2019
Conduire une étude sur les équipements solaires qui pourraient être promus dans les différents maillons du secteur de la pêche financés par le projet Conduire une étude sur les équipements solaires qui pourraient être promus dans les différents maillons du secteur de la pêche financés par le projet	UCP/CERMI/INDP	10/2019
Evaluer la faisabilité et la rentabilité de l'utilisation du solaire pour les éleveurs tirant principalement leurs revenus du fromage Evaluer la faisabilité et la rentabilité de l'utilisation du solaire pour les éleveurs tirant principalement leurs revenus du fromage	UCP/CERMI/DGASP	10/2019

b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

Institutions et participation à l'élaboration des politiques

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le POSER a été conçu comme étant un programme multi-partenaires impliquant la participation de l'ensemble des acteurs locaux de développement dans sa mise en œuvre. A cet effet, ces acteurs regroupés au sein des CRP ont joué un rôle clé dans la mobilisation des financements destinés aux groupes cibles du programme, à travers le dialogue politique engagé avec le Gouvernement et le FIDA. Les actions du POSER ont contribué significativement à renforcer les capacités des ACD et CRP dans le domaine de la planification et de la mise en œuvre des microprojets économiques et sociaux. Avec la montée en puissance des projets structurants axés sur la mobilisation de l'eau, le POSER joue de plus en plus un rôle clé dans le dialogue politique en cours sur la gestion de l'eau à usage agricole.

Principaux problèmes

Les dernières conventions triennales de collaboration avec les CRP ont pris fin le 31 décembre 2018. Celles-ci avaient bénéficié de financements importants du programme pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans régionaux de lutte contre la pauvreté, incluant le renforcement des capacités de leurs membres. Malgré ces appuis, les CRP n'ont pas su développer des mécanismes d'autofinancement et établir des partenariats durables avec d'autres PTF en dehors du POSER, ce qui pourrait compromettre leurs activités dans l'avenir. Le POSER poursuit son partenariat avec les ACD sans implication des CRP. Un diagnostic rapide réalisé par les UT régionales sur le dynamisme des ACD montre que la plupart d'entre elles nécessitent encore un renforcement de leurs capacités. Dans le cadre du protocole signé avec l'Université de Cabo Verde, un diagnostic plus approfondi des ACD sera réalisé, ce qui permettra de développer un plan de renforcement de leurs capacités en lien avec leur participation attendue dans la phase en cours d'extension du POSER.

Depuis novembre 2016, le programme est sous la tutelle du Ministère de l'agriculture et de l'environnement (MAA). L'intégration du POSER dans le MAA a permis à ses bénéficiaires d'acquérir des appuis conseils de proximité fournis par les services techniques des Délégations régionales du MAA. Du fait que le MAA a la mobilisation de l'eau dans ses attributions, l'intégration du POSER au sein et son partenariat efficace avec ANAS lui a permis de participer au dialogue politique sur la gestion de l'eau en général, et plus particulièrement sur la tarification de l'eau à usage agricole, l'utilisation de l'énergie solaire pour réduire le coût de l'eau, et la maintenance des investissements mis en place avec les financements du programme.

Établissement de partenariats

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Pour accroître ses activités, le POSER s'appuie sur plusieurs partenariats pour diverses prestations sur les questions environnementales et climatiques, et dans les domaines horticoles, pastorales et halieutiques ainsi que dans la transformation agroalimentaire et le commerce.

Au premier semestre 2019 des nouveaux contrats ont été signés notamment avec la plateforme des ONG – pour l'appui à l'organisation des producteurs et le développement des chaînes de valeur ; l'UniCV – pour la réalisation des études de profil et de satisfaction des bénéficiaires de POSER ; les Délégations Régionales/MAA – sur le développement des approches de vulgarisations dans le domaine agricole ; et l'INIDA – pour les paquets technologiques innovants et l'appui conseil technique en agriculture.

Principaux problèmes

La mission s'est entretenue avec les principaux partenaires appuyant le projet et a constaté que la mise en œuvre des partenariats accuse un retard remarquable. Pour amorcer un processus de dialogue politique sur la gestion de l'eau agricole, le projet a développé un partenariat avec l'ANAS et qui a essentiellement porté sur des études. Au total, l'ANAS a réalisé trois études sur cinq et dont les rapports ont été transmis au projet. L'étude portant sur l'analyse institutionnelle sur la gestion de l'eau agricole est en cours; alors que celle sur l'impact économique de l'eau sur l'agriculture n'a toujours pas été faite.

Par ailleurs, le projet a développé un cadre de collaboration avec le CERMI pour la conduite d'études, de formations et le développement de projets dans le domaine de l'utilisation des énergies renouvelables pour la mobilisation de l'eau. D'après le rapport d'avancement au 30 juin 2019, le CERMI a réalisé cinq études sur l'utilisation de l'énergie solaire pour l'électrification des forages. La mission a pu constater sur le terrain la qualité satisfaisante de cette collaboration au regard des témoignages des bénéficiaires qui font état d'une baisse de leurs coûts de production résultant de l'utilisation du solaire pour la mobilisation de l'eau.

Si ces collaborations sont satisfaisantes, il faut néanmoins souligner que celle avec l'INMG mérite d'être améliorée. En effet, la mission a pu constater que la majorité des activités planifiées n'ont pu être exécutées par l'INMG. Des mesures doivent être prises en concertation avec le projet pour accélérer la réalisation de telles activités qui sont déterminantes pour le renforcement de l'information agro météorologique et l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les PRLP.

Bien que les partenariats soient bien appréciés, la mission recommande de conduire une évaluation afin d'identifier les forces et les faiblesses de la mise en œuvre de ces partenariats.

Capital humain et social et autonomisation

Note: 5

Notation précédente: 4

Justification de la note

Entre 2014 et 2019, 132 sessions de formation au niveau des ACD et des CRP ont été organisées en vue de renforcer les capacités des bénéficiaires à travers des formations au profit de 3 083 personnes, dont 53% de femmes et 28% de jeunes. Les formations semblent être pertinentes et adaptées aux contextes des bénéficiaires. D'après les enquêtes menées par l'UCP, après trois ans d'activités, 70% des microprojets économiques continuent à mettre en place les pratiques conseillées. Enfin, à travers la mise en œuvre de 46 microprojets sociaux, 4 442 personnes ont pu bénéficier entre autres d'un appui dans les domaines de : (i) l'accès à l'eau potable ; (ii) l'éducation ; (iii) l'habitat social ; et (iv) l'assainissement.

Principaux problèmes

Les formations dispensées aux bénéficiaires comprennent des formations transversales : (i) Communication ; (ii) Entrepreneurat et Éducation financière ; (iii) Genre ; (iv) Gestion de projets ; (v) Leadership et Organisation ; et des formations techniques : (i) Gestion de la ressource en eau ; (ii) Production agricole et animale ; (iii) Itinéraire technique amélioré et technologies innovantes ; (iv) Transformation et commercialisation.

Lors des visites terrain dans les communes de Santa Cruz et São Lourenço, il est apparu que les bénéficiaires ont des difficultés pour écouler leurs productions et pour vendre à un prix rémunérateur. Il serait intéressant dans une démarche pilote de : (i) créer des points de collecte et de vente ; (ii) centraliser les productions et proposer des volumes plus importants aux opérateurs de marché ; (iii) maintenir un partage des bénéfices de vente au prorata du volume de produit par individu. Ainsi, un renforcement de capacité en commercialisation et marketing est attendu auprès des bénéficiaires en vue: (i) de mieux identifier les marchés potentiels axés sur la qualité (certifiés ou labélisés) notamment dans le secteur hôtelier et touristique ; (ii) d'augmenter le nombre de partenariats commerciaux ; (iii) d'avoir une meilleure visibilité sur les attentes qualitatives et quantitatives des opérateurs de marché.

Outre le renforcement de capacités, les microprojets ont permis de créer du lien social au sein des communautés. La gestion commune des infrastructures de production ainsi que la répartition du travail de manière concertée ont permis de créer de la cohésion au sein des groupes et de pousser les bénéficiaires à adopter une vision entrepreneuriale commune. Malgré cette organisation concertée, il semblerait que les ACD ne sont pas autonomes financièrement. Les cotisations associatives ne sont pas respectées. Il est important ici de sensibiliser les bénéficiaires sur le fonctionnement et l'importance de la cotisation.

Un diagnostic économique des microprojets en activité depuis 2014 a été mené récemment par l'ASDIS à Santiago

Norte. Le POSER envisage d'étendre ce diagnostic aux autres régions d'intervention.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Accompagner les membres des ACD à identifier et proposer des offres de services pour couvrir leur fonctionnement.	UCP	11/2019
Formations en commercialisation et marketing et accompagnement des OP Proposer des formations en commercialisation et marketing et accompagner les OP jugées matures à la création de points de collecte et de vente dans une démarche pilote.	UCP	12/2019

Qualité de la participation des bénéficiaires

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

L'approche communautaire utilisée pour la mise en œuvre des microprojets, à travers les ACD et les CRP, assure une participation effective des bénéficiaires et contribue à la responsabilisation de tous les acteurs impliqués. Elle permet une mobilisation de la contribution des bénéficiaires et traduit leur niveau élevé d'engagement. Les visites de terrain ont permis de constater effectivement la forte réceptivité sociale des réalisations du POSER et la contribution en nature des bénéficiaires qui étaient présents pour effectuer des travaux dans les parcelles. Cependant, certains d'entre eux ont fait part de problèmes rencontrés dans le remboursement des crédits et d'autres ont exprimé des attentes sur la mise à disposition d'intrants et d'équipements agricoles complémentaires.

Principaux problèmes

La participation en nature peut s'illustrer par l'engagement des bénéficiaires dans certains travaux d'aménagements au niveau des bassins versants. Lors des visites de terrain, la mission a pu constater la participation des bénéficiaires dans les travaux de conservation des eaux et des sols à *Boa Entrada*. Au 30 juin 2019, la participation des bénéficiaires au projet à travers la composante 1 sur les PRLP est estimée à 990,34 USD pour l'année 2019, soit 90% du montant approuvé. Par ailleurs, les bénéficiaires participent aux formations proposées par le projet sur les techniques d'utilisation des équipements photovoltaïques et gestion des ressources hydriques. Cependant, la mission a pu constater que dans certains sites visités comme *Achada Porto*, les bénéficiaires sont confrontés à un problème de remboursement du crédit. Cette situation s'explique principalement par une baisse des revenus due aux faibles rendements des cultures maraîchères suite à des attaques et des maladies. Les pertes les plus importantes ont été notées sur la culture de la tomate dont les rendements ont baissé comparée aux autres cultures maraîchères.

Avec les investissements structurants et leur connexion progressive aux microprojets économiques, la mission note que la gestion des infrastructures va exiger un nouveau type d'organisation, de responsabilisation et de cohésion au sein de la communauté. En outre, les mesures de sensibilisation et de structuration des utilisateurs cibles de l'eau agricole et de leurs ACD seront nécessaires. Par ailleurs, des efforts devraient être consentis pour une meilleure participation des femmes dans les instances de prise de décisions des ACD et CRP.

Adaptabilité des prestataires de services

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les contrats de services ont porté sur les infrastructures de mobilisation d'eau agricole et les protocoles de partenariat sur les études, activités techniques et de capacitation. Les services fournis par les entreprises, les ACD et certains partenaires institutionnels méritent d'être améliorés pour une meilleure performance des activités liées au volet climat, surtout dans les projets structurants de la composante 1 financés par ASAP. La réactivité de certains partenaires institutionnels reste modeste compte tenu des retards accusés sur l'installation de certains équipements comme les stations et l'exécution de certaines activités clés dont dépendent des formations attendues par les bénéficiaires.

Principaux problèmes

Des retards ont été constatés sur la réalisation de la majorité des prestations à cause de problèmes de passation de marchés et qui ont eu des effets sur la disponibilité des ouvrages et les formations à dispenser aux bénéficiaires. Lors des échanges avec certains prestataires et partenaires institutionnels, ils ont attribué le retard, d'une part, à la forte sollicitation des services techniques de l'Etat pour répondre aux situations d'urgence relatives à certains aléas comme la sécheresse récurrente que connaît le pays et d'autre part, à l'insuffisance des ressources humaines qualifiées dans les structures signataires des protocoles. La mission a proposé que des manuels simplifiés et adaptés de gestion et

d'entretien des équipements de mobilisation et de distribution d'eau agricole soient mis à la disposition des représentants d'utilisateurs (ou à l'usage des bénéficiaires) et leurs ACD en vue d'une utilisation efficiente des infrastructures.

Les fournisseurs des services relatifs aux infrastructures hydroagricoles devront au préalable former les utilisateurs dans la planification des temps de pompages, l'optimisation d'utilisation de l'énergie photovoltaïque pour l'exhaure d'eau de forage et le suivi du rabattement de la nappe aquifère ; d'où l'importance d'une meilleure articulation entre les deux premières composantes de POSER.

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Note: 4

Notation précédente: 5

Justification de la note

La pertinence du projet dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles s'illustre par ses interventions en matière d'aménagement de bassins versants contre le risque érosif et l'amélioration de l'infiltration des eaux, de conservation des sols et de reboisement, de renforcement des capacités sur la gestion des ouvrages et d'utilisation des énergies propres comme le solaire. Toutefois, la composante la plus importante pour la mise en œuvre de ces activités a connu des retards essentiellement dus à des problèmes de passation de marchés ou de sous-estimation des budgets alloués.

Principaux problèmes

Les travaux de conservation des sols pour protéger les bassins versants et améliorer l'infiltration de l'eau ont démarré il y a moins de deux mois. D'après les échanges avec le responsable du projet en charge du suivi de cette composante, sur les 300 ha prévus pour aménagement, un peu plus de 19 ha ont été réalisés durant le premier semestre, soit 6,46% de taux d'exécution. Il en est de même pour la reforestation où la superficie reboisée est de 1,95 ha sur une cible de 30 ha. D'autres travaux relatifs à la construction/réhabilitation de réservoirs, aux digues de captation, réseaux d'adduction et de distribution d'eau tardent à être exécutés à cause de problèmes de passation des marchés.

Avec la promotion du solaire dans la mobilisation de l'eau, le projet contribue à la réduction des impacts environnementaux négatifs des systèmes de pompage reposant sur le diesel. Comme souligné dans la section sur l'Adaptation au Changement Climatique, le solaire au-delà d'être une énergie propre a permis aux agriculteurs et éleveurs de réduire leurs coûts de production grâce à une baisse du prix de l'eau résultant de la réduction du coût de l'énergie.

Les consultations faites sur le terrain, notamment avec les femmes, ont montré que le projet à travers sa stratégie de ciblage a pu contribuer indirectement à la protection de l'environnement et des ressources naturelles. En effet, les femmes rencontrées dans certains sites comme *Achada Porto* tiraient leurs revenus de l'extraction du sable qui reste une activité majoritairement féminine ayant des effets néfastes sur l'environnement. D'après leurs témoignages, elles ont pu abandonner cette activité pour s'adonner à la pratique de l'horticulture, ce qui représente un important bénéfice environnemental du projet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Résoudre tous les problèmes de passation de marchés Résoudre tous les problèmes de passation de marchés qui retardent les travaux d'aménagements, réseaux et ouvrages nécessaires à la protection des bassins versants et la mobilisation de l'eau	UCP	08/2019

Stratégie de retrait

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

A la conception, la stratégie de sortie du programme devait porter sur les axes ci-après: (i) l'autonomisation et la professionnalisation des ACD et des CRP ; (ii) la rentabilité économique et financière des microprojets ; (iii) le développement de partenariat efficace avec les services techniques de l'Etat ; et (iv) le recouvrement du FRC. A date, le POSER n'a pas encore élaboré une stratégie de sortie décrivant comment le programme va se désengager tout en s'assurant de la viabilité des investissements réalisés et de l'autonomisation financière progressive des organisations de producteurs appuyées. La phase d'extension du programme offre une bonne opportunité pour que cette stratégie soit élaborée au plus vite, partagée et validée par les parties prenantes de mise en œuvre du POSER.

Principaux problèmes

Comme mentionné ci-dessus (analyse du cadre logique), les ACD et les CRP sont loin d'atteindre leur autonomie malgré les appuis institutionnels et économiques fournis par le POSER. Ces appuis ont toutefois contribué à améliorer le niveau de maturité de ces institutions. Compte tenu de l'importance cruciale des ACD dans la pérennisation des acquis du programme, la poursuite du renforcement de leurs capacités devra faire partie intégrante de la stratégie de sortie du

POSER. La phase d'extension du POSER ne prévoit pas de partenariat spécifique avec les CRP. En cas de besoin, celles-ci pourront établir des partenariats avec le programme au même titre que les autres institutions impliquées dans la mise en œuvre du POSER.

La stratégie de sortie fondée sur la récupération des investissements pour la constitution d'un FRC n'a pas fonctionné. En conséquence, le taux de récupération n'atteint pas 10% des montants investis. En réponse aux recommandations de la dernière mission de supervision (octobre 2018), les services de l'IMF « ASDIS » ont été sollicités pour faire le diagnostic des microprojets financés sur l'île de Santiago (Santiago Norte), évaluer leur fonctionnalité, faire le point sur la récupération du FRC, et envisager la possibilité de refinancer d'autres microprojets jugés rentables. La solution de transfert de la responsabilité de récupération des fonds par les UT régionales aux IMF est le fruit des leçons apprises dans le passé, mais également une réponse aux exigences légales d'intervention dans ce domaine.

Avec le changement du ministère de tutelle du programme en novembre 2016, les services techniques déconcentrés du MAA (Délégations régionales du MAA) s'impliquent davantage dans la mise en œuvre des activités du POSER. Des Points focaux du programme ont été désignés au sein de chaque Délégation régionale et certaines d'entre elles ont même détaché un Technicien pour intégrer l'équipe régionale du POSER.

D'autres actions déjà identifiées par le POSER feront partie intégrante de la stratégie de sortie: (i) plan de travail des actions de la Composante 2 pour chaque projet structurant financé; (ii) contribution à la mise en place des nouvelles approches de vulgarisation ; (iii) renforcement de l'assistance technique et du suivi de proximité; (iv) transfert formel à l'ANAS des ouvrages et équipements acquis; (v) financement des actions de formation aux gestionnaires des points d'eau ;et (vi) participation et implication des institutions publiques et privées dans la mise en œuvre du POSER.

L'autonomisation et la professionnalisation des ACD et surtout la rentabilité économique et financière des microprojets – qui devaient servir de levier important et de gage de la stratégie de sortie – restent encore faibles. D'ici la concrétisation de ces mesures, le recouvrement de manière équitable du FRC et la mise en place effective d'un fond de roulement peuvent permettre la poursuite des activités du POSER après l'achèvement du projet et à posteriori.

Dès lors, le POSER doit sérieusement préparer la stratégie de sortie du projet en facilitant davantage : l'appropriation des microprojets économiques par les promoteurs et leurs bénéficiaires ; l'accompagnement technique, organisationnel et de gestion ; l'appui conseil et de formation des bénéficiaires ; et de surcroît la facilitation de l'accès au marché devra faire l'objet d'une attention particulière. D'où la nécessité d'assurer une articulation harmonieuse entre les composantes 1 et 2 du projet.

La stratégie de sortie devra être développée avec les partenaires principaux de mise en œuvre (Délégations régionales/MAA, INIA, Plateforme des ONG, IMF, etc.), qui doivent être responsabilisés dans la mise en œuvre et le suivi de ladite stratégie.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une stratégie de sortie du programme	UCP/Partenaires de mise en œuvre	04/2020

Potentiel de reproduction à plus grande échelle

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les bénéficiaires ont montré un intérêt pour la mobilisation de l'eau. Leurs témoignages sur la réduction des coûts de production avec l'utilisation de l'énergie solaire, montrent un bon potentiel de mise à l'échelle de cette expérience. Le projet gagnerait à mieux documenter et capitaliser sur cette expérience pour une mise à l'échelle au niveau national. L'introduction de CEP pourrait aussi avoir un bon potentiel de mise à l'échelle s'ils arrivent à faciliter la maîtrise et l'application de bonnes pratiques agricoles et à former les bénéficiaires sur des techniques résilientes permettant d'accroître la productivité agricole. Il est important de collecter des données fiables et de qualité pour établir la situation de référence. Ce qui facilitera la capitalisation et la mise à l'échelle.

Principaux problèmes

La mission considère que l'intégration des CEP et de l'approche d'échanges paysan-paysan aux activités d'animation et de vulgarisation du POSER peut constituer le point de départ d'un processus de recueil de données à des fins de mise à l'échelle et de réplication. Ce processus peut entraîner la nécessité de renforcement de capacité qui devra être élargi à toutes les ACD et autres acteurs de développement, ce qui permettra une mise à échelle éventuelle de l'appui en conseil agricole même au-delà des zones d'intervention du programme.

Lors des visites de terrain, la mission s'est rendue compte que la municipalité de Tarrafal a facilité l'accès à la terre aux ménages vulnérables pour la mise en valeur en production horticole. La réplication de cette initiative est déjà effective à Ribeira de Corujinha (municipalité de Porto Novo) et pourra se faire dans d'autres municipalités où les terres municipales sont disponibles, ce qui permettra une mise à échelle de l'initiative dans les autres zones d'intervention du programme et

ailleurs.

c. Gestion du projet

Qualité de la gestion du projet

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

La mission confirme l'amélioration de la gestion du programme constatée par la supervision d'octobre 2018. L'évaluation annuelle du personnel au titre de l'exercice 2018 a été réalisée en janvier/février 2019. Dans la perspective de l'achèvement du POSER et de la préparation de sa phase d'extension, l'UCP a procédé à la restructuration de son personnel, et plus particulièrement des UT régionales. Ceci a ralenti les activités du POSER pendant la période sous revue. Globalement, la nouvelle structure organisationnelle est adéquate. Toutefois, l'équipe technique du POSER nécessite d'être complétée et renforcée par un Cadre responsable de la Composante 2 dont les activités doivent monter en puissance pour valoriser les investissements structurants déjà réalisés et ceux en cours.

Principaux problèmes

La restructuration effectuée en mars 2019 a vu le départ de 22 agents du POSER. Depuis le 1er avril 2019, l'effectif global (Phase III POSER et POSER –C) est de 15 agents dont 7 cadres à l'UCP. Au niveau des UT, on compte 4 à 7 agents selon le volume d'activités de la région. Des avenants aux contrats du personnel ont été signés pour la période du 1er avril au 31 décembre 2019 afin de se conformer aux Directives du FIDA demandant d'établir des contrats annuels, renouvelable après évaluation de la performance. La mission relève qu'une action en justice a été introduite par les agents remerciés suite à la prorogation de la date d'achèvement du POSER jusqu'en 2022 ; le solde des indemnités à liquider à date est respectivement de 98.230 euros pour les agents du projet PLPR et 52.213,74 euros pour le POSER, phase II.

Par ailleurs, il est à relever que (i) la dernière révision de la grille salariale date de 2013 ; (ii) les agents du programme en mission de plus 8h ne bénéficient pas de ½ des per diem pour les frais d'alimentation ; et (iii) des congés 2017 et 2018 sont dus par le programme à des agents.

Une mise à jour du manuel de gestion est en cours, notamment sur (i) l'actualisation du cahier de charges du personnel après restructuration ; et (ii) la procédure d'évaluation annuelle du personnel (simplification de la démarche et de la fiche d'évaluation).

Pour pallier à l'insuffisance du personnel technique au niveau des UT régionales, l'UCP a recruté des jeunes ingénieurs agronomes avec un profil socio-environnementaliste, en qualité de prestataires de services. Ces animateurs techniques vont appuyer le programme dans la collecte des données et dans l'animation des activités de la composante 2. Techniquement, ils seront supervisés par les Délégations régionales du MAA, et administrativement par l'UCP. En vue d'assurer le contrôle qualité des activités de la composante 2 et d'appuyer le Coordonnateur dans la gestion technique des protocoles/contrats des partenaires et prestataires impliqués dans la mise en œuvre de cette composante, il y a nécessité de procéder rapidement au recrutement d'un Cadre expérimenté en qualité de Responsable de la Composante 2, et renforcer ainsi l'équipe technique du POSER au niveau central.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Proposer des congés collectifs au personnel du POSER	Coordo, RAF	07/2019
Effectuer une étude sur l'actualisation de la grille salariale et des per diem du POSER	Coordo, RAF	12/2019

Gestion des savoirs

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

La gestion des savoirs est assurée par la cellule du S&E conjointement avec les spécialistes de l'UCP et les partenaires d'exécution.

Le projet a mis en ligne depuis le 3 juillet 2019 son site regroupant notamment : (i) un Système d'Information Géographique (SIG) interactif, permettant de visualiser les interventions du projet ; (ii) les témoignages vidéos des bénéficiaires ; (iii) des documents techniques et vulgarisés pour la promotion des modèles du projet.

Le transfert des connaissances et des compétences est appuyé par des visites d'échanges inter-agriculteurs dans les domaines : de l'élevage, des productions agricoles et de la pêche.

Principaux problèmes

Depuis mars 2019, une spécialiste en communication a été recrutée dans le but de capitaliser sur les expériences

obtenues à travers le POSER. Dans ce sens, des études de cas standardisées vont être réalisées sur les différents modèles promus à travers le projet (micro-irrigation avec pompage solaire, production avicole améliorée, élevage porcin...).

Le projet prévoit en 2019 de renforcer le dispositif des Champs Écoles Paysans (CEP) dans le but de former les producteurs à la mise en place de technologies et d'itinéraires techniques innovants.

Parallèlement, le programme prévoit pour 2020 la mise en place de plusieurs supports de communication notables à savoir :

- Accroître l'activité sur les réseaux sociaux : Facebook (page projet et HUB FIDA), Instragram, Tweeter, et Youtube (Post vidéos, et réalisation de tutos de 3min) ;
- Une vidéo de promotion du modèle de pêche promu par 4 jeunes dans le village de Bimbirim (commune de Tarrafal) (sous-titres : en français, portugais et anglais) ;
- Une étude d'impact projet (en français, portugais et anglais) ;
- Des brochures sur : le projet, l'impact sur bénéficiaires et l'appui aux handicapés (en français, portugais et anglais)
- 10 visites d'échanges ;
- Des foires de valorisation des produits locaux.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Analyser l'impact des modèles de production promus par le POSER Analyser l'impact des modèles de production promus par le POSER à travers des études de cas standardisées	UCP/Responsable communication	12/2019

Utilisation optimale des ressources

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

L'essentiel des investissements concernent les infrastructures hydroagricoles de mobilisation d'eau et de distribution goutte-à-goutte dans les parcelles horticoles pour la production de la tomate, l'oignon, la pomme de terre, la carotte, etc. Les investissements ont servi aussi à la construction d'enclos pour animaux, l'acquisition d'embarcations pour la pêche semi-industrielle et d'unités de transformation agroalimentaire. Ces investissements permettent la réduction du prix de l'eau de 50% et la disponibilité de l'eau d'irrigation en temps réel ; ce qui permet d'augmenter les superficies irrigables, d'étaler la production tout au long de l'année, d'améliorer les rendements en produits horticoles de qualité et de générer des revenus pour payer les coûts de l'eau et de l'énergie notamment.

Principaux problèmes

Les infrastructures hydroagricoles de mobilisation d'eau et de distribution coutent chers dans les conditions insulaires de Cap-Vert, surtout d'éparpillement des îles et des zones d'interventions à couvrir par le POSER. Les coûts élevés de réalisation/d'équipement en forages, pompes submersibles, réservoirs, systèmes d'énergie photovoltaïque, dispositifs d'irrigation goutte-à-goutte peuvent limiter la rentabilité des investissements et allonger le retour sur investissement. Mais, considérant les coûts élevés des produits agricoles importés, les possibilités d'intensification et de diversification de la production induite par ces investissements restent rentables, lorsque l'exploitation est projetée sur 3 à 5 ans, au regard de la double et triple production annuelle qui peut en résulter.

Les échanges avec les bénéficiaires sur le terrain et la CSE signalent qu'à l'exception de l'élevage de caprins, il y a une grande majorité de microprojets économiques qui présentent un solde estimé positif dans leurs petites exploitations. Néanmoins, une analyse plus approfondie de la capacité des différents microprojets productifs de générer des revenus doit être faite par la CSE à partir des fiches validées des comptes exploitation en vue de déterminer de manière plus claire l'efficacité des interventions du POSER.

Selon le rapport d'avancement 2019 du POSER, les éléments d'une analyse économique partielle et sommaire de sept (7) types de microprojets économiques financés par le projet dès le début de ses activités montre que les revenus générés par ces microprojets ne couvrent pas les gros investissements. La CSE estime qu'une autre lecture peut être faite sur les données et informations disponibles, une fois confirmées sur le terrain, pour aider à mieux planifier la recouvrement des FRC d'une façon plus réaliste et équitable en tenant compte de la capacité des différents secteurs de générer des revenus ; mais aussi en clarifiant d'emblée si le recouvrement concernera les gros investissements ou l'appui sur les facteurs de production pour éviter tout malentendu et frustration auprès des bénéficiaires de ces microprojets économiques.

A date, les dépenses de Coordination sur les financements FIDA/FFE actuels, ASAP et Gouvernement représentent 22% des dépenses effectives du POSER pour une prévision de 18% estimée par le Document de Proposition de Prêt Additionnel FIDA (novembre 2018). Le profil des dépenses au niveau catégoriel montre la même tendance, à savoir que les charges récurrentes (fonctionnement et salaires) sur les financements FIDA/FFE et ASAP représentent 26% des dépenses cumulées réalisées par le POSER pour une estimation de 17%. Le paiement des indemnités de départ au

Personnel du PLPR et du POSER a impacté sur le taux à l'exécution de ses indicateurs. Il importe par conséquent, que le Projet fasse preuve de plus de rationalisation dans ses dépenses de coordination et gestion et la gestion des ressources dédiées aux charges récurrentes.

Cohérence entre le PTBA et les activités menées

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les taux d'exécution physique pondérée et financière du PTBA 2019 (janvier à septembre) sont respectivement de 20% et 24% toutes sources de financements confondus au 30/06/2019. Par composante, les taux d'exécution physique en termes de réalisation des indicateurs de produits se présentent comme suit : 20% pour la composante 1, 35% pour la composante 2, et 43% pour la composante 3. Ces taux sont jugés modérément insatisfaisants ; des mesures ont été proposées par la mission pour améliorer les performances du programme dans l'exécution de son PTBA.

Évaluation du PTBA

Depuis le démarrage du POSER, les taux moyens d'exécution physique et financière des PTBA n'ont pas été satisfaisants. Ils sont estimés respectivement à 55% et 66% hors engagements sur la période 2014 à 2018. Dans la perspective de la clôture des financements FIDA/FFE prévue initialement au 30 septembre 2019, le programme a préparé un PTBA très ambitieux^[1] couvrant seulement 9 mois. Environ 70% dudit budget 2019 sont alloués aux projets structurants dont le processus de passation de marchés est particulièrement long. Ceci expliquerait en grande partie les faibles taux actuels d'exécution du PTBA. Pour les prochains PTBA, l'UCP devra tirer les leçons des années antérieures et procéder à la préparation d'un PTBA réaliste tenant compte notamment des délais incompressibles de passation de marchés, et des capacités de l'équipe du projet et ses partenaires pour le mettre en œuvre.

A date, l'UCP a une bonne visibilité des activités qui pourront être réalisées dans les prochains 5 mois qui précèdent la fin de l'année 2019. Ainsi, le projet est en mesure de proposer rapidement une révision du PTBA à soumettre au FIDA pour l'ANO. Une attention particulière devra être accordée aux activités de la composante 2 destinées à valoriser les investissements réalisés dans le cadre de la composante 1. En effet, les faibles performances enregistrées dans la mise en œuvre de la composante 2 font que les impacts attendus de ces investissements tardent à se matérialiser.

^[1] 7,5 millions d'euros sur une période de 9 mois alors que la moyenne des dépenses annuelles du POSER sur la période 2014 – 2018 ne dépasse pas 2,5 millions euros.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder à la révision du PTBA 2019 Procéder à la révision du PTBA 2019 en prenant en considération la lourdeur des procédures de passation de marchés pour les projets structurants	UCP	07/2019

Performance du système de suivi-évaluation

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le système de collecte et traitement des données s'est amélioré depuis la dernière mission de supervision suite à la formation des agents en charge de la collecte de ces données sur le terrain. L'équipe technique de l'UCP est également impliquée dans le contrôle de qualité des données en provenance des régions. Des tableaux de bord sont disponibles en ligne pour faciliter la prise de décision par la Coordination du POSER. Toutefois, comme mentionné par la supervision d'octobre 2018, le SSE ne permet pas encore de générer des rapports d'avancement du programme et le suivi du POSER-C n'est pas encore paramétré dans le SSE du programme.

Évaluation du système de suivi-évaluation

Le Système de Suivi et Evaluation (SSE) est en train d'être adapté pour la phase d'extension qui est surtout focalisée sur les projets structurants. A cet effet, le manuel de S&E est en cours de révision pour préciser le rôle des différents acteurs dans l'opérationnalisation dudit manuel. Cet exercice implique non seulement le RSE, mais également l'équipe technique du POSER ainsi que les partenaires clés du programme. Les fiches de collecte ont été révisées et les mécanismes de traitement ont été aussi changés. Une fois le SSE adapté, les fiches seront lancées *on line* à travers des tablettes, déjà distribuées dans les régions, en utilisant le logiciel *ODK Collect*. Avec ce système, on va nettement améliorer l'efficacité et l'efficience dans la collecte et le traitement des données sur les produits et effets des actions développées. Une formation a été dispensée, du 24 au 26 juin 2019, aux membres des UT et aux points focaux des Délégations régionales pour pouvoir utiliser le logiciel.

L'intégration du SIG au SSE est déjà une réalité. Le technicien SIG, également en charge de la gestion de la base de données du POSER, a déjà fait la collecte des coordonnées de tous les microprojets et projets structurants financés par le programme depuis 2014, ce qui va permettre d'améliorer la qualité de présentation des informations et données géo référencées.

Après la révision du manuel de S&E, la prochaine étape sera d'élaborer un cahier des charges pour le consultant informaticien qui a installé le logiciel de S&E du programme, en vue d'adapter ledit logiciel à la nouvelle logique d'intervention du POSER privilégiant les projets structurants. Cet exercice sera également une opportunité de paramétrer le suivi du POSER-C dans le SSE actualisé du programme.

Pour le volet POSER-Climat, la mission a pu constater des incohérences sur les données disponibles dans le rapport d'avancement et celles se trouvant dans d'autres fichiers. Ce qui pose le problème de fiabilité des données à utiliser par la mission de supervision. Cette situation illustre un manque de communication entre le RSE du POSER et le responsable en charge du suivi du POSER-Climat. La mission recommande que : d'une part la collecte des données et le suivi des indicateurs du POSER-Climat se fassent de manière plus rigoureuse, et d'autre part que le RSE et le responsable du Poser-Climat travaillent en étroite collaboration pour assurer une présentation identique des indicateurs.

Le Noyau Opérationnel du Système d'Information (NOSI) du MAA a finalisé une proposition pour intégrer le SSE du POSER en vue d'assurer la pérennité des informations et données générées par la base de données du programme.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder au paramétrage du logiciel de S&E du POSER Procéder au paramétrage du logiciel de S&E du POSER pour qu'il intègre le suivi du POSER-C et des projets structurants	UCP/RSE	10/2019

Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Une Note d'Evaluation Environnementale et Sociale (NEES) a été produite dans le cadre du POSER et annexée au DCP. Lors de la formulation du Poser-Climat, une note SECAP a été produite et classant le projet en catégorie B compte tenu de ses impacts environnementaux mineurs. Des mesures ont été proposées pour atténuer les risques environnementaux et dont certaines ont déjà été mises en œuvre. Cependant, les visites de terrain ont montré la nécessité d'être plus vigilant sur les impacts environnementaux négatifs de l'usage des pesticides et les conflits potentiels sur la gestion de l'eau. Il serait donc utile que le projet puisse engager des actions dans ce sens et proposer des mesures d'atténuation appropriées.

d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement acceptable

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Au 30/06/2019, sur l'ensemble des financements extérieurs effectivement mobilisés pour la mise en œuvre du Projet (24,504 millions USD), le POSER a décaissé 15,669 millions USD, soit 64% des fonds mobilisés. Avec les DRF en cours de préparation (1,475 millions USD), le taux de décaissement prévisionnel sera respectivement de 83,45% sur le Prêt initial FIDA, 83,84% sur le Prêt Supplémentaire FIDA, 30,35% sur le Don ASAP et 88,79% sur le FFE.

Principaux problèmes

Points saillants

1. Au 30/06/2019, les ressources disponibles pour de nouveaux engagements sur l'ensemble des financements extérieurs^[1] ont été évaluées à 6,830 millions USD, dont 2,929 millions USD sur le Don ASAP et 3,478 millions USD pour les financements FIDA/FFE actuels. La mission note que la signature de l'AF sur le financement Complémentaire du FIDA de 6 millions USD (l'AF a été approuvé en décembre 2018^[2]) est pour le moment retardé par une proposition d'amendement portée par la Partie Capverdienne, sur les arrangements fiduciaires initialement prévus, à savoir que les CRP ne soient plus le canal de décaissement des fonds du Projet.
2. Il importe avant que le 1^{er} décaissement sur le Prêt Complémentaire FIDA ne soit autorisé, de revoir et

proposer au FIDA pour les dépenses du Projet, le % de financement à appliquer à de chaque instrument financier (Prêt FIDA initial, Prêt FIDA Supplémentaire, Prêt FIDA Complémentaire et FFE).

3. Spécifiquement aux financements FIDA et FFE, une tension est perceptible sur les allocations des catégories « PLPR » et « Prestations de Services » en tenant compte des DRF à payer (les allocations sur les catégories seront décaissées à plus de 90%). Le POSER devra préparer une requête de réallocation sur ces financements prenant en compte aussi bien des dépenses prévisionnelles à réaliser jusqu'à la date de clôture du POSER (septembre 2020) que du % de financement du Prêt FIDA Complémentaire dans les dépenses du Projet.
4. L'exécution budgétaire du POSER se présente comme suit par année : (a) 2013: 17,80%; (b) 2014: 29,30%; (c) 2015: 59% ; (d) 2016 : 74,95% ; (e) 2017 : 67,56%. (f) 2018 : 45%.
5. L'exécution financière cumulée du POSER au 30/06/2019 a estimé à 58% des coûts révisés en USD sur les financements FIDA/FFE, ASAP, Gouvernement, Bénéficiaires, réévalués dans le Document de Proposition de Prêt Additionnel FIDA[3]. Par composante, la situation se présente comme suit : 62% sur la composante 1 (Programme de lutte contre la pauvreté rurale) ; 32% sur la composante 2 (Formation, Animation, Mise en Réseau) ; 100% sur la composante 3 (Appui à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques et 69% sur la composante 4 (Coordination&Gestion).

Le PTBA a été établi pour la période janvier/septembre 2019 avec un budget de 8,5 millions USD dont 85% du montant prévu pour des dépenses sur la composante 1 « Fonds de Financement des PLPR ». La performance financière sur la période sous en revue janvier/juin 2019 est «insatisfaisante » avec un taux d'exécution financière du PTBA global de 44%[4]. Il semblerait que le

1. processus de Passation de Marchés, plus long pour les projets structurants [1] et les retards accusés dans le démarrage des prestations[2] aient pénalisé les projections de décaissements sur la composante 1 du 1^{er} semestre 2019 (taux de réalisation financière de 29% des prévisions).
2. Pour le 2nd semestre 2019, l'équipe du POSER a estimé les décaissements prévisionnels sur les financements FIDA/FFE à 3,556 millions euros (environ 4,015 millions USD). Afin d'optimiser le taux de décaissements sur les financements FIDA/FFE, la mission a suggéré au POSER de prospecter la possibilité de paiement des projets structurants par DPD (suivant les conditions fixées par la LTB sur ce mécanisme de décaissement).

La mission a aussi demandé à l'équipe de gestion de revoir les prévisions de décaissements sur les projets structurants (jugées trop optimistes au regard des délais de mobilisations des fonds sur le compte désigné[3]) et de finaliser le PTBA 2019 révisé à transmettre au FIDA. A titre de rappel, la performance moyenne par semestre des décaissements entre 2017/2019 est 1, 2 millions d'euro.

Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

La gestion financière est satisfaisante. Les résultats de la vérification des ECD sont globalement satisfaisants. Le rapport de vérification des ECD est joint au rapport de supervision. Le projet utilise le logiciel TOM2PRO pour la tenue de la comptabilité, le suivi budgétaire et la gestion des contrats, aussi bien au niveau de l'UCP que des neuf CRP. La comptabilité est à jour à la date de la mission.

Principaux problèmes

Les dépenses des microprojets effectuées par les ACD sont approuvées au préalable par l'UCP par avis de non objection. Les CRP envoient des DRF internes à l'UCP avec des états de dépenses certifiés par le Comptable, le Gestionnaire et le Président, avec production des états de rapprochements bancaires et relevés bancaires, ainsi que les procès-verbaux de caisse. La consolidation des bases TOM2PRO de l'UCP et des 9 CRP se fait mensuellement. Depuis Novembre 2017, les originaux des pièces justificatives des dépenses des ACD et CRP sont envoyées à l'UCP qui les conserve.

Points saillants

Les résultats de la vérification des états certifiés de dépenses (ECD) sont satisfaisants. Quelques exceptions ont été notées pour quelques CRP, concernant l'absence de bons de livraison de matériaux qui doivent être joints aux factures concernant les microprojets, bien qu'il y ait précision des quantités et prix unitaires facturés et bien qu'il y ait le rapport technique d'exécution. La mission recommande au projet de s'assurer que les bons de livraisons ou PV de réception font partie des pièces justificatives remises par les ACD pour l'exécution des

microprojets.

Le taux d'exécution du PTBA 2017 du POSER a été de **67,55%** toutes sources de financement confondues et de **60,26%** sur les fonds FIDA et FFE détaillés comme suit : 66,72% sur la composante 1 ; 38% sur la composante 2 et 65,22% sur la composante 3.

Pour le PTBA 2018 du POSER, le taux d'exécution au 30/09/2018 est de **42,76%** toutes sources de financement confondues. A la même date, il est de **38,5%** sur les fonds FIDA et FFE, avec le détail suivant par composante : 39,94% sur la composante 1 ; 28,36% sur la composante 2 et 46,4% sur la composante 3. Le taux d'exécution financière du PTBA est faible. Le projet explique cette situation par les procédures de passation de marchés en cours dont l'aboutissement est prévu d'ici décembre 2018.

Pour le POSER-Climat, le taux d'exécution du PTBA 2018 est de **25,6%** au total: 19% sur la composante 1 ; **35%** sur la composante 2 et 44,5 % sur la composante 3.

Comptabilité générale. Le plan comptable général du POSER est basé sur l'immobilisation des charges par comptabilisation directe dans les comptes de Charges Immobilisées. Le plan comptable du POSER-Climat ainsi que celui du précédent PLPR respectent le principe de comptabilisation en charges dans les comptes 6, avant immobilisation en fin d'année. Dans les deux cas, la comptabilité analytique et budgétaire est bien tenue et permet de produire tous les états requis pour les DRF et le reporting budgétaire aux bailleurs de fonds.

Pour des raisons d'harmonisation et de respect du Plan Comptable du Cap Vert, *la mission recommande de comptabiliser, à partir du 1^{er} janvier 2019, les charges dans les comptes 6 et de ne pas immobiliser les charges*. Les cumuls de réalisation financière sont directement constatés à travers la comptabilité analytique et budgétaire que le logiciel TOM2PRO permet très bien de suivre.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Analyser et mettre en oeuvre les recommandations de l'audit 2016	Coordonnateur, RAF, RPSE	04/2018
Mettre à jour le fichier des immobilisations dans le logiciel TOMPRO	Coordonnateur, RAF	04/2018
établir les rapports financiers intérimaires semestriels et les tableaux de gestion de bord mensuels à l'attention des réunions de coordination mensuelles	RAF	08/2019
Effectuer une étude sur l'actualisation de la grille salariale et des Perdiems du POSER	Coord RAF	12/2019

Qualité et ponctualité des audits

Note: 4

Notation précédente: 5

Justification de la note

Les rapports d'audit ont été envoyés au FIDA par email dans les délais. Cependant, il manque les états de reconstitution des avances aux comptes désignés FIDA/FFE et ASAP et les TER sont présentés en base engagement avec des ajustements qui présentent des anomalies (emplois négatifs).

Principaux problèmes

Les états financiers consolidés présentent les faiblesses suivantes :

1. Le TER a été élaboré en base engagement au lieu d'être élaboré en base trésorerie qui est requise pour cet état, même si les comptes sont tenus en comptabilité d'engagement. Les soldes de trésorerie sont similaires aux soldes réels mais il y a eu des ajustements inexpliqués dans les notes, avec les créances négatives suivantes qui constituent des anomalies:

- Subscrição Acordo Credito FIDA: - 3 128 404 Euros

- Débiteurs divers : - 112 467 Euros

2. Il manque les états de reconstitution de l'avance au compte désigné et les relevés bancaires pour FIDA/FFE et pour ASAP.

Pour le rapport sur le contrôle interne, les principales recommandations sont les suivantes :

- i) assurer des mobiliers et équipements des CRP contre les risques les plus usuels, d'incendie, vol, inondation et de risques électriques;
- ii) prendre des mesures supplémentaires pour obtenir le remboursement des contrats FRC;
- iii) règles à définir pour les retraits sur les comptes de fonds propres des CRP; et
- iv) Encourager les ACD et autres membres des CRP à payer leurs cotisations.

Fonds de contrepartie	Note: 6	Notation précédente: 4
------------------------------	----------------	-------------------------------

Justification de la note

La participation financière du Gouvernement a été évaluée à 418 millions ECV (environ 5 millions USD), dont 40% en numéraire et 60% en exonération de taxes et droits. Au 29/06/2019, le Gouvernement a décaissé 161 millions ECV sur une prévision de 160 millions ECV, soit une performance 101%. La trésorerie disponible sur le compte de Contrepartie se chiffre à 25,412 millions ECV au 30/06/2019.

Principaux problèmes

Points saillants

1. Les exonérations de taxes comptabilisées (environ 307.000 USD) représentent 10% des prévisions à la Conception. Pour l'essentiel, le matériel et équipements de l'ancien projet a été transféré au POSER, avec une évaluation la valeur résiduelle et comptabilisation dans le bilan du POSER. Les nouvelles acquisitions ont été très limitées.

Conformité avec les clauses des prêts	Note: 4	Notation précédente: 4
--	----------------	-------------------------------

Justification de la note

La mission n'a pas relevé de manquements susceptibles de compromettre la mise en œuvre du programme.

Principaux problèmes

Le rapport d'audit des comptes 2018 a été transmis au FIDA le 28 juin 2019.

Il importe à l'avenir de produire le Rapport Financier Intérimaire (RFI) dans les délais convenus dans la Lettre à l'Emprunteur pour son élaboration. Le RFI du 1^{er} trimestre 2019 est toujours attendu.

Le PTBA et le PPM 2019 (sur la période janvier/septembre 2019) ont été transmis au FIDA le 26 décembre 2018. Les États Financiers de l'exercice 2018 ont été transmis au FIDA le 29 mars 2019.

Évaluation de la passation des marchés

Passation des marchés	Note: 4	Notation précédente: 5
------------------------------	----------------	-------------------------------

Justification de la note

D'une manière générale, les dossiers de passation de marchés sont bien tenus, depuis mai 2018 le système de classement a été amélioré (création de classeurs par marché avec toute la documentation requise). Cependant certaines pièces disponibles ne figurent pas dans le dossier au niveau de la RPM (ANO du FIDA, documentation sur les paiements). Les méthodes de passation sont également conformes aux procédures du FIDA et nationales. Le registre des contrats 2019 n'est pas à jour au niveau de TOMPRO, la liste des contrats sur le tableau Excel tenue par la RPM est plus complète que celle tirée de TOMPRO. Le tableau de suivi de contrats est disponible. Il convient cependant de mentionner les retards enregistrés dans le processus de PM, dus en partie à des DAO mal préparés à partir du terrain.

Évaluation de la passation des marchés

Après échanges avec l'UCP, des contraintes ont été relevées pouvant expliquer les retards accusés dans la mise en œuvre des activités de PM du POSER et POSER-C impactant sur le taux de décaissement. Lesdits retards pourraient être davantage appréciés (durée exacte) avec un PPM, bien renseigné et bien suivi (planification du projet et délai de réalisation). Ces contraintes se présentent comme suit :

- La période d'incertitude (restructuration du personnel) qui prévaut depuis novembre 2018 ;

- Les aléas de la nature et certaines études préliminaires dont les données ne sont plus actuelles entraînant des ajustements ou changements de sites après attribution (sécheresse, baisse du niveau d'eau dans les forages) ;
- La disponibilité à temps des documents (études) de qualité pour l'élaboration des DAO;
- Certaines réclamations des soumissionnaires après les évaluations nécessitant un suivi de leur prise en charge auprès de la RPM.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer la finalisation des marchés en cours Accélérer la finalisation des marchés en cours (avance démarrage, paiement, signature contrats, finalisation DAO et lancement) - Expertise externe par trimestre	RPM/RAF/UCP	07/2019
Signature des ANOs sur le PTBA 2019 pour le POSER et le POSER-C Prendre les dispositions nécessaires pour la signature des ANOs sur le PTBA 2019 pour le POSER et le POSER-C	Coordo/UCP/MAA	07/2019
Mettre à jour les données de PM dans le registre des contrats TOMPRO Mettre à jour les données de PM dans le registre des contrats TOMPRO pour avoir en temps réel la situation des décaissements et engagements en cours	RAF/RPM	07/2019
Systématiser les réunions périodiques Systématiser les réunions périodiques entre la cellule SE, RAF, Spécialistes et RPM pour un meilleur suivi de l'exécution des marchés	UCP	07/2019
Améliorer la qualité des études préliminaires (données plus récentes)	Partenaires/ACD	
Soumettre des dossiers de prêts de qualité pour les microprojets	Partenaires/ACD	

e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

Probabilité d'atteindre l'objectif de développement

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

N/A

Évaluation de la performance globale de l'exécution

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

N/A

F. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble et avancement du projet		

Organiser une rencontre bimestrielle entre le projet et ses partenaires Organiser une rencontre bimestrielle entre le projet et ses partenaires pour un meilleur suivi des activités d'appui institutionnel pour l'adaptation de l'agriculture au CC	UCP/ INMG/ ANAS/ CERMI	09/2019
Mesures d'entretien et de maintenance des infrastructures hydroagricoles Proposer des mesures d'entretien et de maintenance des infrastructures hydroagricoles par les Opérateurs de l'eau avec l'assistance technique d'ANAS, et mettre à leur disposition des manuels d'utilisation et de gestion pour les opérateurs de l'eau agricole.	UCP/ACD/ANAS	10/2019
Passation de marchés Relancer le processus de passation de marchés avec les entreprises responsables des ouvrages	UCP	10/2019
Réviser la capitalisation des données sur les microprojets Réviser la capitalisation des données sur les microprojets afin de renseigner les indicateurs de résultats, de faciliter la tenue des comptes d'exploitation et de documenter les effets des investissements réalisés sur les bénéficiaires directs.	UCP/CSE/UT	10/2019
Bilan de l'utilisation et du remboursement du FRC Faire le bilan de l'utilisation et du remboursement du FRC et mettre en place un mécanisme de financement durable en faveur des acteurs de chaînes de valeurs agricoles.	UCP/CSE/UT/ Délégations MAA/UT/IMF	10/2019
Définir un programme de formation et de capacitation des ACD Définir un programme de formation et de capacitation des ACD, partenaires du POSER, qui comprend ateliers, échanges, séminaires et formations virtuelles	UCP/Délégations MAA/UT/ Partenaires	10/2019
Transférer formellement à l'ANAS les ouvrages, équipements et infrastructures hydroagricoles financés par POSER Transférer formellement à l'ANAS les ouvrages, équipements et infrastructures hydroagricoles financés par POSER afin que l'ANAS puisse s'en approprier et garantir leur utilisation et leur gestion correctes au bénéfice des groupes cibles.	UCP/ACD/ Délégations MAA/UT	12/2019
Soumettre au FIDA un rapport sur l'utilisation des reliquats des fonds BAD Soumettre au FIDA un rapport sur l'utilisation des reliquats des fonds BAD	UCP	12/2019
Documenter la mise en valeur de tous les projets structurants financés par le POSER depuis 2014 Documenter la mise en valeur de tous les projets structurants financés par le POSER depuis 2014.	UCP	12/2019

Déployer rapidement le dispositif CEP Déployer rapidement le dispositif CEP pour renforcer les fonctions d'apprentissage et d'échanges entre paysans ; et orienter la production vers l'utilisation des semences de qualité des variétés adaptées aux conditions écologiques locales au lieu de recourir aux semences importées.	UCP/Délégations MAA/UT/ Partenaires (FAO, INIDA, INDP)	12/2019
Apporter un appui à la consolidation du réseau ascendant des ACD et autres acteurs concernés Apporter un appui à la consolidation du réseau ascendant des ACD et autres acteurs concernés, et contribuer à l'identification des besoins et thèmes d'animation ainsi qu'à leur mise en œuvre.	UCP/ ACD/UT/ Plateforme des ONG, Délégations MAA	12/2019
Articulation entre les microprojets et les ouvrages collectifs et les chaines de valeur Assurer l'articulation entre les microprojets et les ouvrages collectifs ainsi que les chaines de valeur afin que les projets structurants puissent continuer à engendrer des micro-projets qui vont bénéficier aux groupes cibles et avoir des impacts sur leurs conditions de vie.	UCP/ACD/ Délégations MAA/UT	
Paielements directs pour la mise en oeuvre de la composante 1 Multiplier les possibilités de paiements directs à chaque fois que les conditions sont réunies pour faciliter la mise en œuvre de la composante 1	UCP	
Efficacité en matière de développement		
Réaliser une étude approfondie sur la représentativité des femmes et des jeunes au sein des ACD	UCP	09/2019
Etude sur l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle à Tarrafal Santiago Organiser la restitution de l'étude sur l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle à Tarrafal Santiago au niveau du MAA, en impliquant les partenaires institutionnels du POSER	UCP/ SNSAN	09/2019
Réaliser l'étude des effets et impacts du POSER sur les bénéficiaires	UCP, MAA	10/2019
Promouvoir les variétés résilientes et la lutte intégrée contre les ravageurs et parasites à travers les Champs Ecoles Paysans	UCP/INIDA	10/2019
Conduire une étude sur les équipements solaires qui pourraient être promus dans les différents maillons du secteur de la pêche financés par le projet Conduire une étude sur les équipements solaires qui pourraient être promus dans les différents maillons du secteur de la pêche financés par le projet	UCP/CERMI/INDP	10/2019

Evaluer la faisabilité et la rentabilité de l'utilisation du solaire pour les éleveurs tirant principalement leurs revenus du fromage Evaluer la faisabilité et la rentabilité de l'utilisation du solaire pour les éleveurs tirant principalement leurs revenus du fromage	UCP/CERMI/DGASP	10/2019
Mettre en place des « cercles jeunes » au niveau municipal	UCP	03/2020
Renforcer la sensibilisation auprès des bénéficiaires sur les objectifs des projets structurants, les activités liées à l'environnement et la santé humaine (incluant la nutrition).	UCP	
S'assurer que le nombre de bénéficiaires ne faisant pas partie des groupes cibles reste en dessous de 30%.	UCP	
Accompagner la création d'emplois pour les jeunes avec ANAS	UCP/ANAS	
Durabilité et transposition à plus grande échelle		
Résoudre tous les problèmes de passation de marchés Résoudre tous les problèmes de passation de marchés qui retardent les travaux d'aménagements, réseaux et ouvrages nécessaires à la protection des bassins versants et la mobilisation de l'eau	UCP	08/2019
Accompagner les membres des ACD à identifier et proposer des offres de services pour couvrir leur fonctionnement.	UCP	11/2019
Formations en commercialisation et marketing et accompagnement des OP Proposer des formations en commercialisation et marketing et accompagner les OP jugées matures à la création de points de collecte et de vente dans une démarche pilote.	UCP	12/2019
Elaborer une stratégie de sortie du programme	UCP/Partenaires de mise en œuvre	04/2020
Gestion du projet		
Proposer des congés collectifs au personnel du POSER	Coordo, RAF	07/2019
Procéder à la révision du PTBA 2019 Procéder à la révision du PTBA 2019 en prenant en considération la lourdeur des procédures de passation de marchés pour les projets structurants	UCP	07/2019
Procéder au paramétrage du logiciel de S&E du POSER Procéder au paramétrage du logiciel de S&E du POSER pour qu'il intègre le suivi du POSER-C et des projets structurants	UCP/RSE	10/2019
Effectuer une étude sur l'actualisation de la grille salariale et des per diem du POSER	Coordo, RAF	12/2019

Analyser l'impact des modèles de production promus par le POSER Analyser l'impact des modèles de production promus par le POSER à travers des études de cas standardisées	UCP/Responsable communication	12/2019
Gestion et exécution financière		
Analyser et mettre en oeuvre les recommandations de l'audit 2016	Coordonnateur, RAF, RPSE	04/2018
Mettre à jour le fichier des immobilisations dans le logiciel TOMPRO	Coordonnateur, RAF	04/2018
Accélérer la finalisation des marchés en cours Accélérer la finalisation des marchés en cours (avance démarrage, paiement, signature contrats, finalisation DAO et lancement) - Expertise externe par trimestre	RPM/RAF/UCP	07/2019
Signature des ANOs sur le PTBA 2019 pour le POSER et le POSER-C Prendre les dispositions nécessaires pour la signature des ANOs sur le PTBA 2019 pour le POSER et le POSER-C	Coordo/UCP/MAA	07/2019
Mettre à jour les données de PM dans le registre des contrats TOMPRO Mettre à jour les données de PM dans le registre des contrats TOMPRO pour avoir en temps réel la situation des décaissements et engagements en cours	RAF/RPM	07/2019
Systématiser les réunions périodiques Systématiser les réunions périodiques entre la cellule SE, RAF, Spécialistes et RPM pour un meilleur suivi de l'exécution des marchés	UCP	07/2019
établir les rapports financiers intérimaires semestriels et les tableaux de gestion de bord mensuels à l'attention des réunions de coordination mensuelles	RAF	08/2019
Effectuer une étude sur l'actualisation de la grille salariale et des Perdiems du POSER	Coord RAF	12/2019
Améliorer la qualité des études préliminaires (données plus récentes)	Partenaires/ACD	
Soumettre des dossiers de prêts de qualité pour les microprojets	Partenaires/ACD	



Investir dans les populations rurales

Cabo Verde

Rural Socio-economic Opportunities Programme

Rapport de supervision

Cadre logique du projet

Dates de mission: 30/06/2019 au 17/07/2019

Date du document: 20/04/2020

Identifiant du projet 1100001604

Numéro du rapport: 5226-CV

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Rural Socio-economic Opportunities Programme

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée POSER	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										Average household size is 5 persons / hh
	Membres des ménages	0	26 380	54 785	1 817	61 967	113.1				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés										
	Ménages dirigés par une femme										
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef										
	Ménages	0	5 272	10 957	363.4	12 393.4	113.1				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet										
	Femmes	0	2 639	5 479	492	6 148	112.2				
	Hommes	0	2 638	5 478	647	7 186	131.2				
	Jeunes	0	897	3 287	0	1 992	60.6				
	Personnes autres que les jeunes										
	Nombre total de personnes bénéficiant de services	0	5 276	10 957	1 139	13 334	121.7				
	Nombre de ménages de petits exploitants ayant bénéficié d'une assistance pour lutter contre les effets du changement climatique										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens	de vérification		Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Household	0	800	1 215	86	164	13.5				
	Membres des ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets du changement climatique										
	Femmes										
	Hommes										
	Membres des ménages		4 000	6 075	429	819	13.5				
Objectif du projet Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.	Taux de prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans							Enquêtes SYGRI (études de référence et évaluation d'impact)	Démarrage et fin POSER et POSER-C	UCP/Bureau d'études indépendant	La croissance économique du pays et les moyens de lutte contre la pauvreté sont efficaces.
	Percentage	7		6							
	Indice d'accumulation des biens										
	Index			2.3							
Objectif de développement Augmenter de manière résiliente au CC les revenus locaux, les emplois et les conditions de bien-être des populations pauvres dans la zone du Programme.	Montant en CVF des revenus moyens des bénéficiaires par modèle de microprojet:							Enquête de référence et évaluation RMP	Démarrage, mi-parcours et fin POSER et POSER-C	UCP	Les prix des matières premières et des intrants, restent abordables pour les populations rurales Développement de liens privilégiés avec le secteur privé local
	Montant en CVE (Agriculteurs)	12.12									
	Montant en CVE (Eleveurs)	12.08									
	Montant en CVE (Pêcheurs)	15.29									

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens	de vérification		Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Effet direct Effet 1: Les PRLP sont élaborés de manière participative en intégrant l'adaptation au CC et utilisés comme outil de planification et de mobilisation du financement local.	Montant des fonds décaissés pour le financement des microprojets (en million d'euros et de US\$)							Enquêtes spécifiques	Annuelle	UCP/UT CRP	Le niveau de confiance des autres acteurs du développement économique local vis-à-vis des CRP se maintient.
	million d'euros		1.36								
	million de US\$			9.8	0.2	0.2	2				
	Partenariats établis avec la CRP (par typologie)							Enquêtes spécifiques	Annuelle	UCP/CRP	
	Partenariats	0									
Produit Produit 1.1: Un appui est fourni pour améliorer la représentativité des acteurs locaux au sein des Commissions Regionale de Partenaires (CRP)	CRP mis en place							PRLP validés Rapports CRP	Au démarrage Semestriellement	UCP/CRP/ACD	Participation active des ACD/qualité de suivi technique. Niveau de confiance des acteurs du développement vis-à-vis des CRP. (the ASAP indicator Individuals engaged in NRM and climate risk management activities is including: ACD (472 persons) + Nb de personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle (305 hommes and 305 femmes))
	CRP	0	6	9		9	100				
	membres des CRP - total	0	612			2 430					
	membres des CRP - ACD	0	472			1 935					
	membres des CRP - Service public	0	65			257					
	membres des CRP - ONG	0	57			220					
	membres des CRP - Maires	0	18			18					
	Particuliers participant à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique										
	Hommes				0	0					
	Total	0		1 082	0	0	0				
	Femmes				0	0					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Produit Produit 1.2: DES PRLP climato-intelligents sont validés et mis en œuvre.	(POSER-C) Nb de PRLP climato-intelligents mis en oeuvre							CRP	Annuelle	UCP	(POSER-C): Capacité des CRP à mobiliser des ressources.
	PRLP	0	6	9	0	0	0				
	Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle							SYGRI			
	Males			305	0	68	22.3				
	Females			305	0	86	28.2				
Effet direct Effet 2: Les investissements socio-économiques appuyés par le Programme améliorent la résilience climatique des activités économiques et les conditions d'existence des ménages pauvres.	2.2.1 Emplois nouveaux créés										
	Bénéficiaire du travail - hommes	0		1 107	0	734	66.3				
	Emplois nouveaux	0	916	2 213	0	1 308	59.1				
	Bénéficiaire du travail - femmes	0		1 106	0	574	51.9				
	Bénéficiaire du travail - jeunes			664	0	325	48.9				
Produit Produit 2.1: Les ménages pauvres bénéficient de microprojets et de services de vulgarisation agricole et animale	Microprojets sociaux réalisés							Rapports d'avancement	Trimestrielle	UCP/CRP	Le processus d'élaboration et de financement des microprojets est pertinent, efficace et réellement participatif. L'appui technique est efficace.
	Microprojets sociaux	0	35	70	0	44	62.9				
	Bénéficiaires de microprojets sociaux										
	Males		1 093	1 408	0	2 104	149.4				
	Females		1 233	1 408	0	2 338	166.1				
	Young			845	0	325	38.5				
	Microprojets économiques réalisés							Rapports d'avancement	Trimestrielle	UCP/CRP	

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Microprojets économiques	0	374	730	10	495	67.8				
	Bénéficiaires de microprojets économiques										
	Males		1 076	2 964	1 117	4 057	136.9				
	Females		993	2 964	708	2 855	96.3				
	Young		559	1 778	144	1 129	63.5				
	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production							SYGRI			
	Hommes formés à la production végétale			1 465	1 353	3 634	248.1				
	Femmes formées à la production végétale			977	835	2 153	220.4				
	Hommes formés à la production animale			733	108	321	43.8				
	Femmes formées à la production animale			1 709	50	450	26.3				
	Personnes formées à la production végétale				2 188	5 787					
	Personnes formées à la production animale				158	771					
	Ménages ayant accès aux services zoosanitaires mis en place										
	Household			2 442	158	771	31.6				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens	de vérification		Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel							SYGRI			
	Household			2 442	158	771	31.6				
	Réseaux d'eau potable installés/remis en état							SYGRI			
	Réseaux d'eau potable			50	0	10	20				
	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état							SYGRI			
	Installations de commercialisation construites ou remises en état			100	0	54	54				
	Installations de transformation construites ou remises en état			40	0	51	127.5				
Produit Produit 2.2: Des infrastructures hydrauliques sont réalisées sur les parcelles agricole afin de valoriser l'eau agricole	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							Rapports d'avancement	Trimestrielle	UCP/CRP	Les bénéficiaires fournissent leur contribution et l'appui technique est de qualité.
	Superficie en hectares	0	58	78	133	426.5	546.8				
	Ménages bénéficiant d'une augmentation des quantités d'eau disponibles ou d'une utilisation plus rationnelle de ces dernières							Rapports d'avancement/Supervisions	Trimestrielle	UCP/CRP	
	Ménages	0	90	160	0	107	66.9				
Produit Produit 2.3: Des travaux visant a réduire l'infiltration des eaux et protéger les bassins versants sont réalisés	Superficies cultivées par des méthodes résilientes au climat							Rapports d'avancement/Supervisions /Télédétection	Trimestrielle	UCP/CRP	Les Délégations du MAE assurent un bon encadrement technique et les ACD un suivi efficace.
	Superficie de terre	0	600	850	60	200	23.5				
	Infrastructures rurales nouvelles ou existantes à l'abri de phénomènes climatiques (milliers de dollars/km)							Rapports d'avancement/Supervisions	Annuelle	UCP/CRP	
	Valeur	0	500	1 000	60	373	37.3				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Longueur des routes				0	0					
Effet direct Effet 3: Les structures institutionnelles et les compétences des acteurs locaux sont renforcées pour accompagner efficacement les initiatives de développement des populations rurales.	Taux moyen de remboursement selon les plans de remboursement par bénéficiaire développés pour l'accès au Fonds de réinvestissement communautaire (FRC)							Rapport d'avancement et enquêtes spécifiques	Annuelle	UCP/Unité technique CRP	Les bénéficiaires de microprojets remboursent régulièrement les avances reçues.
	Taux moyen de remboursement	0	86	90							
Produit Produit 3.1: Les ACD opérationnelles sont renforcées.	Plans villageois/communautaires élaborés							SYGRI			Le niveau d'adhésion et de confiance des populations rurales vis-à-vis des ACD se maintient.
	Plan			406	0	341	84				
	Groupes locaux participant à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique										
	Groupes	0	350	508	0	423	83.3				
	Membres de groupes- femmes			15 246	0	12 688	83.2				
	Membres de groupes - hommes			15 742	0	12 648	80.3				
Produit Produit 3.2: Les CRP développent des mécanismes d'autofinancement et respectent l'équité de genre.	% de femmes dans les instances de décision des CRP							Rapports d'avancement/évaluation	Trimestrielle	UCP/CRP	Les CPR sont dynamiques, disposent d'une bonne capacité d'organisation et de planification..
	% de femmes	0	27			24					
	% de jeunes dans les instances de décision des CRP							Rapports d'avancement/évaluation	Trimestrielle	UCP/CRP	
	% de jeunes		11			7					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification		Hypothèses	
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence		Responsabilité
	Membres dans les CRP et ACD formés							Rapports d'avancement/évaluation	Trimestrielle	UCP/CRP	
	Membres	0	994		147	991					
	Groupes communautaires comptant des femmes dans leurs instances de direction							SYGRI			
	Groupes avec femmes dans leurs instances de direction			203	0	64	31.5				
Produit Produit 3.3: Le réseau agro-météorologique national est renforcé.	(POSER-C) Nouvelles stations météorologiques fonctionnelles							Rapports d'avancement/évaluation	Semestrielle	UCP/INMG	Capacités de l'INMG à suivre le bon fonctionnement des stations et à produire des relevés agro-météo réguliers.
	station	0	4	4	0	0	0				
	(POSER-C) Paysans utilisant un pluviomètre pour l'optimisation du calendrier agricole							Rapports d'avancement/évaluation	Semestrielle	UCP/INMG	
	Paysan	0	80	160	0	0	0				
Produit Produit 3.4: Le dialogue politique autour de l'eau agricole est engagé.	Dialogues internationaux et nationaux sur le climat bénéficiant d'un appui							Rapports d'avancement/évaluation	Semestrielle	UCP/CRP	Maintien de l'engagement du gouvernement et compétence de l'ANAS sur l'ensemble du secteur eau. Qualité des études techniques.
	Dialogues	0	2	2	0	0	0				



Investir dans les populations rurales

Cabo Verde

Rural Socio-economic Opportunities Programme

Rapport de supervision

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 30/06/2019 au 17/07/2019

Date du document: 20/04/2020

Identifiant du projet 1100001604

Numéro du rapport: 5226-CV

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 30/06/2019 (USD)

Source de financement	Montant Approuvé (DCP)	Décaissements au 30/06/2019	Taux de décaissement au 30/06/2019
Prêt FIDA N° 1000004318	6 380,53	4 582,99	72%
Prêt Suppl. FIDA N° 2000000062	4 620,00	3 273,67	71%
Fonds Fiduciaire Espagnol (FFE)	9 504	6 722,31	71%
ASAP	4 000,00	1 090,54	27%
Total intermédiaire FIDA et FFE	24 504,44	15 669,51	64%
Gouvernement	5 029,42	2 327,95	46%
Bénéficiaires	1 105,09	990,72	90%
TOTAL PROJET	30 638,95	18 988,18	62%

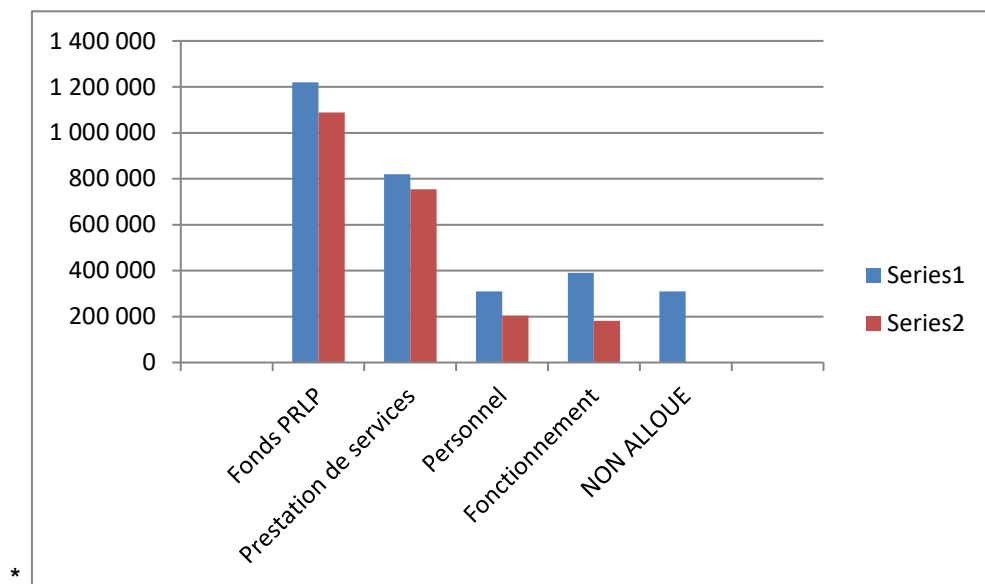
NB : 1USD = 80 ECV (taux moyen utilisé pour Gouvernement et Bénéficiaire)

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (USD)

Composante	Prêt initial et suppl. FIDA/FFE			ASAP			Gouvernement			Bénéficiaires			TOTAL		
	Montant approuvé	Montant Total Effectif	%	Montant approuvé	Montant Total Effectif	%	Montant approuvé	Montant Total Effectif	%	Montant approuvé	Montant Total Effectif	%	Montant approuvé	Montant Total Effectif	%
Comp. 1. PRLP	10 305,00	9 568,08	93%	3 220,00	382,23	12%	4 493,00	921,21	21%	1 105,00	990,34	90%	19 123,00	11 861,87	62%
Comp.2. Animation, formation, communication et mise en réseaux	5 514,00	1 829,31	33%				206,00			0,00	0,38	#DIV/0!	5 720,00	1 829,69	32%
Comp.3. Appui Instit.p/adaptation petites exploitations agricoles CC				281,00	165,15	59%	47,00	162,83	346%				328,00	327,98	100%
Comp. 4. Coordination et gestion du projet	4 685,00	2 302,70	49%	499,00	221,11	44%	283,00	1 272,20	450%	0,00	0,00	#DIV/0!	5 467,00	3 796,01	69%
TOTAL	20 504,00	13 700,1	67%	4 000,00	768,50	19%	5 029,00	2 356,25	47%	1 105,00	990,72	90%	30 638,00	17 815,55	58%

Appendice 5C1: Décaissements Prêt Initial FIDA au 30/06/2019 en DTS

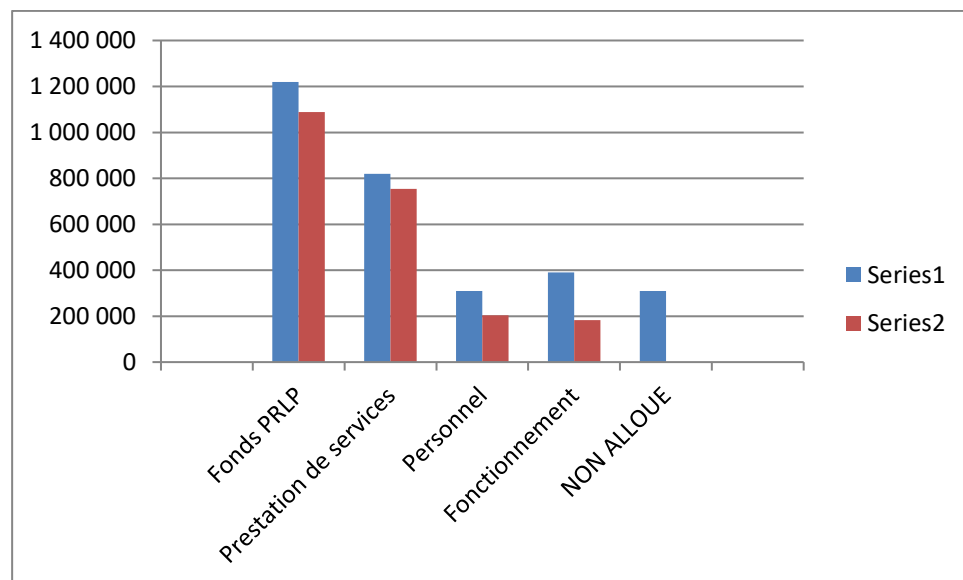
Category Code	Category Description	Allocated	Distribursed	%	Available Balance	DRF en cours de préparation *	Totaux	%
074938	<i>MONTANT AUTORISE-COMPTÉ DESIGNÉ</i>	0,00	481 096,70	0,00%	- 481 096,70		481 096,70	
122156	Fonds PRLP	1 680 000	1 504 092,86	89,53%	175 907,14	132 249,88	1 636 342,74	97,40%
122164	Prestation de services	1 140 000	741 147,81	65,01%	398 852,19	132 443,91	873 591,72	76,63%
122165	Personnel	420 000	253 549,11	60,37%	166 450,89	22 097,67	275 646,78	65,63%
122166	Fonctionnement	550 000	230 922,46	41,99%	319 077,54	15 587,61	246 510,07	44,82%
122167	<i>NON ALLOUE</i>	420 000	-	-	420 000,00		-	0,00%
TOTAL		4 210 000,00	3 210 808,94	76,27 %	999 191,06	302 379,07	3 513 188,01	83,45%



Appendice 5C2: Décaissements Prêt Supplémentaire FIDA au 30/06/2019 en DTS

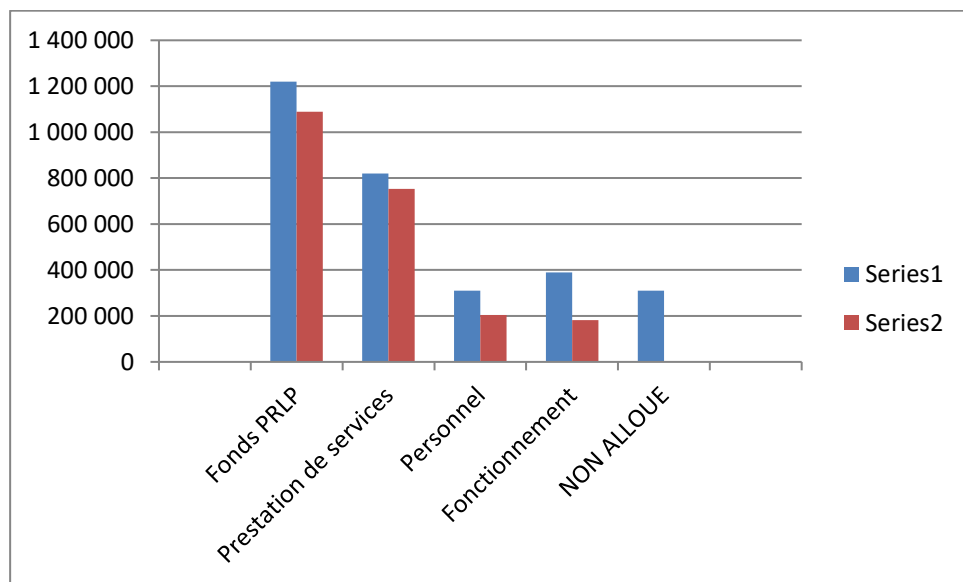
Category Code	Category Description	Allocated	Distribursed	%	Available Balance	DRF en cours de préparation *	Totaux	%
270001	MONTANT AUTORISE-COMPTÉ DESIGNÉ	0,00	328 624,21	0,00%	- 328 624,21		328 624,21	
122978	Fonds PRLP	1 220 000	991 045,99	81,23%	228 954,01	98 120,88	1 089 166,87	89,28%
122979	Prestation de services	820 000	655 356,05	79,92%	164 643,95	98 264,83	753 620,88	91,90%
122980	Personnel	310 000	187 208,83	60,39%	122 791,17	16 395,05	203 603,88	65,68%
122981	Fonctionnement	390 000	170 513,49	43,72%	219 486,51	11 565,00	182 078,49	46,69%
122982	NON ALLOUE	310 000	-	-	310 000,00		-	0,00%
TOTAL		3 050 000,00	2 332 748,57	76,48	717 251,43	224 345,76	2 557 094,33	83,84%

* 1EURO=0,811437 XDR



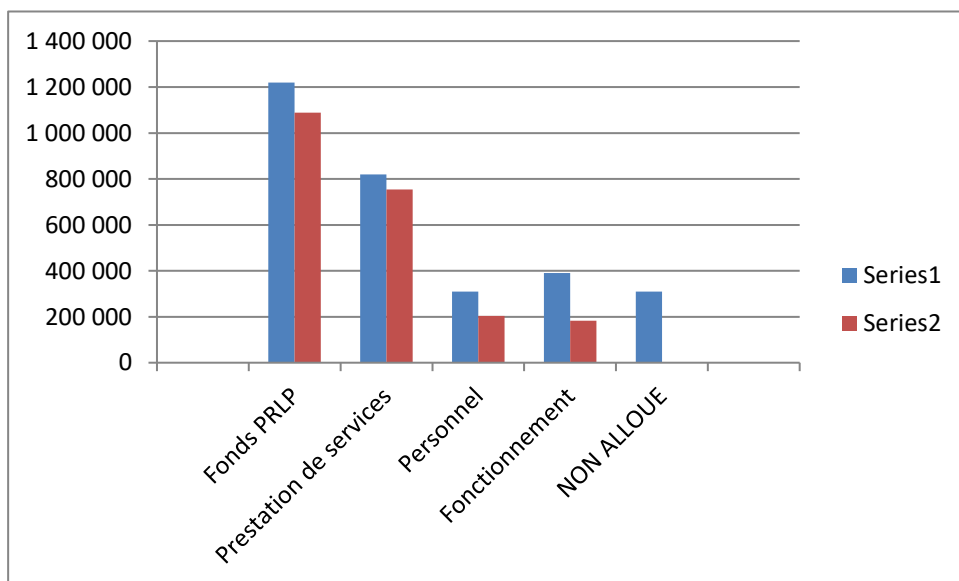
Appendice 5C3: Décaissements Fonds Espagnol au 30/06/2019 en EURO

Category Code	Category Description	Allocated	Distribursed	%	Available Balance	DRF en cours de préparation *	Totaux	%
074946	<i>MONTANT AUTORISE-COMPTÉ DESIGNE</i>	0,00	828 000,00	0,00%	- 828 000,00		828 000,00	
122178	Fonds PRLP	2 880 000,00	2 325 577,17	80,75%	554 422,83	241 844,72	2 567 421,89	89,15%
122186	Prestation de services	1 900 000,00	1 523 315,38	80,17%	376 684,62	242 199,54	1 765 514,92	92,92%
122192	Personnel	710 000,00	561 550,51	79,09%	148 449,49	40 409,91	601 960,42	84,78%
122193	Fonctionnement	900 000,00	512 936,33	56,99%	387 063,67	28 504,99	541 441,32	60,16%
122194	<i>NON ALLOUE</i>	710 000,00	-		710 000,00		-	0,00%
TOTAL		7 100 000,00	5 751 379,39	81,01	1 348 620,61	552 959,16	6 304 338,55	88,79%



Appendice 5C4: Décaissements ASAP au 30/06/2019 en DTS

Category Code	Category Description	Allocated	Distribursed	%	Available Balance	DRF en cours de préparation *	Totaux Décaissement Prév.	%
290001	<i>MONTANT AUTORISE-COMPTES DESIGNES</i>	0,00	337 409,90	0,00%	- 337 409,90		337 409,90	
200003	GENIE CIVIL	1 230 000,00	146 512,51	11,91%	1 083 487,49	58 407,48	204 919,99	16,66%
200008	CONSULTANTS	450 000,00	136 169,02	30,26%	313 830,98	19 308,94	155 477,96	34,55%
200011	EQUIPEMENTS ET MATERIELS	650 000,00	77 815,47	11,97%	572 184,53	13 967,88	91 783,35	14,12%
200016	COUTS DE FONCTIONNEMENT	50 000,00	8 155,62	16,31%	41 844,38	850,70	9 006,32	18,01%
200018	SALAIRES ET INDEMNITES	230 000,00	69 106,35	30,05%	160 893,65	12 442,70	81 549,05	35,46%
270001	<i>NON ALLOUE</i>	290 000,00	-	0,00%	290 000,00		-	0,00%
TOTAL		2 900 000,00	775 168,87	26,73	2 124 831,13	104 977,70	880 146,57	30,35%



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 30/06/2019

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, point 10 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte désigné »	« Dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en USD auprès de la banque centrale acceptable pour le FIDA ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 10 est ainsi libellé « L'Emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en euro auprès de la banque centrale de Cabo Verde.
Section B, point 11 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte d'opération »	« L'emprunteur ouvrira en outre un compte d'opération en Escudos du Cap-Vert (CVE) pour la réalisation des activités du programme ».	Pour mémoire	conforme	Tous les fournisseurs sont payés par le Trésor Public, par virement. Il n'y a pas de paiement par chèque. Les comptes d'opérations de l'UGP ont été fermés et les sous/comptes bancaires au niveau des CRP ont été recouvrés
Section B, point 12 de l'amendement du 27 mai 2013 « contrepartie »	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 12 est ainsi libellé « L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD. Ce montant représente la contribution de l'emprunteur : a) à la prise en charge par l'emprunteur, au moyen d'exonérations ou en recourant à la procédure de chèques du trésor, de l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme , pour un total approximatif de 2 millions d'USD ; et b) au financement de l'assurance du personnel de l'UCP et des CRP, ainsi que d'autres coûts de fonctionnement et de prestation de service, pour un montant approximatif de 2 millions d'USD ».	Pour mémoire		L'Etat a libéré 101% de sa Participation en numéraire. Ces fonds sont logés dans un compte géré par le trésor à travers le SIGOF et décaissé suivant les engagements financiers du Programme. Les taxes exonérées correspondent à 10% des prévisions à la Conception (peu d'acquisitions après le transfert des actifs du PLPR au POSER)
Section B, point 13 de l'amendement du 15 juin 2017 « contrepartie »	L'Emprunteur/Bénéficiaire fournit une contribution additionnelle d'un montant 946000 d'USD afin de couvrir les taxes et droits de douane des activités financées par le Don ASAP	Pour mémoire	conforme	
Annexe 2 de l'amendement du 27 mai 2013 « tableau d'affectation des fonds »	« Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories ».	Pour mémoire	conforme	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le tableau d'affectation est ainsi libellé « Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories. Chaque demande de décaissement sera répartie par le fonds en pari passu selon un ratio 31/23/46 entre le prêt du fonds, le prêt supplémentaire du fonds et le prêt du fonds fiduciaire ».
Annexe 2 de l'amendement du 15 juin 2017 « tableau d'affectation des fonds »	Le décaissement de l'avance Initiale et les autres demandes concernant le Don ASAP se feront par une demande spécifique audit Don	Pour mémoire	conforme	Mise en place du Compte désigné du Don ASAP avec un dépôt initial de 400.000 euros
Section 7.02, b), ii) des conditions générales « PTBA »	« l'agent principal du programme soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année du projet considérée..... ».	Pour mémoire	non conforme	PTBA 2019 (janvier/septembre 2019) transmis le 26/12/2018

ANNEXE 1: VÉRIFICATION DES ÉTATS CERTIFIÉS DE DÉPENSES DRF 005Don ASAP

N° Formulaire 102	Catégorie	Intitulé Dépenses	Date de la dépenses	Montant de la Dépenses	Pieces Justificatives présentées	Observation
10	Fonctionnement	Factura nº 195/2018 - Bilhete passagem Téc. CSA	05/10/2018	133,32	Bordereau de Virement; Facture	
11	Fonctionnement	Factura nº 151/2018 - Bilhete passagem Téc. CSA	05/10/2018	205,87	Bordereau de Virement; Facture/	
15	Fonctionnement	Factura nº 850/2018 - Alojamento Téc. SIG	15/10/2018	473,17	Bordereau de Virement; Facture	
21	Fonctionnement	Nota Débito recarga combustivel	22/10/2018	272,07	Bordereau de Virement; Facture	
24	Fonctionnement	Factura nº 2018-2165 - bilhete passagem Téc. CSA	29/10/2018	205,87	Bordereau de Virement; Facture	
25	Fonctionnement	Factura nº 2018-2165 - bilhete passagem Téc. SIG	29/10/2018	205,87	Bordereau de Virement; Facture	
1	Travaux	Factura dos trabalhos executados	03/09/2018	8482,3	Bordereau de Virement; Facture, Auto Medição	
5	Travaux	Factura dos trabalhos executados	01/10/2018	2011,25	Bordereau de virement; Facture, Auto Medição	
7	Travaux	Factura dos trabalhos executados	01/10/2018	3840,57	Talão depósito; Facture, Auto de Medição	
17	Travaux	Factura dos trabalhos executados	05/10/2018	6037,78	Bordereau de Virement; Facture, Auto Medição	
19	Travaux	Factura dos trabalhos executados	15/10/2018	2680,36	Bordereau de Virement; Facture, Auto Medição	
25	Travaux	Factura dos trabalhos executados	15/10/2018	6966,85	Bordereau de Virement; Facture, Auto Medição	
1	Equipements et Matériels	Factura nº 1800036 - Fornecimento e instalação de sistema de bombagem	08/10/2018	12016,8	Bordereau de virement; Facture, Auto Medição, Auto consignação	
2	Equipements et Matériels	Factura nº2018/003 - 50% Contrato Estação Meteorológica e provetas	10/10/2018	27175,5	Bordereau de virement; Facture	
1	Consultations	DUC nº 98100065708 - 50% orçamento formação formadores	18/08/2018	1416,77	Bordereau de virement, Documento único de Cobrança	
4	Consultations	DUC nº 98100065708 - 50% orçamento formação formadores	13/09/2018	1416,77	Bordereau de virement, Documento único de Cobrança	
13	Consultations	Factura nº 551/2018 - Alojamento dos tecnicos deslocação para formação	27/09/2018	530,54	Bordereau de Virement. B/C; Facture	
17	Consultations	Factura nº 550/2018 - Alojamento dos tecnicos deslocação para formação	05/10/2018	990,34	Bordereau de Virement. B/C; Facture	
18	Consultations	Factura nº 296/2018 - Bilhete passagem dos tecnicos deslocação para formação	05/10/2018	1591,62	Bordereau de Virement. B/C; Facture	
19	Consultations	Factura nº 04/2018 - Estudos detalhados	05/10/2018	5035,14	Bordereau de virement; Facture	
22	Consultations	Factura nº 2018 /2064 - Bilhete passagem deslocação dos tecnicos	15/10/2018	411,74	Bordereau de Virement. B/C; Facture	
29	Consultations	Factura aquisição de blocos de notas e canetas impresso para formação	22/10/2018	208,59	Bordereau de Virement. B/C; Facture	
30	Consultations	Factura alojamento tecnicos CERMI em Sto Antão	22/10/2018	279,33	Bordereau de Virement. B/C; Facture	



Investir dans les populations rurales

Cabo Verde

Rural Socio-economic Opportunities Programme

Rapport de supervision

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Dates de mission: 30/06/2019 au 17/07/2019

Date du document: 20/04/2020

Identifiant du projet 1100001604

Numéro du rapport: 5226-CV

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 2 : Progrès physiques mesurés comparativement au PTBA et aux cibles du programme

Hiérarchie des résultats	Indicateurs clés de performance (*: SYGRI **: ASAP)	Prévu PTBA 2019	Réalisé PTBA 2019 en 30 Juin	% Exec PTBA	Cumulatif Total	Cible Finale (N)	% de la Cible Finale
Composante 1: Financement des Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (Effets 1 et 2)							
Produit 1.1: Un appui est fourni pour améliorer la représentativité des acteurs locaux au sein des Commissions Regionale de Partenaires (CRP)							
	Nb de CRP mis en place	0	0	0	9	9	100%
	Individuals engaged in NRM and climate risk management activities	0	0	0	0	1082	0%
	<i>Nb de membres des CRP, par typologie d'acteurs:</i>						
	Total:	0	0	0	609	no target	#VALOR!
	ACD:	0	0	0	463	508	91%
	Service public:	0	0	0	66	no target	#VALOR!
	Maires:	0	0	0	18	21	86%
	ONG:	0	0	0	51	no target	#VALOR!
Produit 1.2. DES PRLP climato-intelligents sont validés et mis en œuvre.							
	(POSER-C) Nb de PRLP climato-intelligents mis en oeuvre	9	0	0%	0	9	0%
	Nb de personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle (hommes)	0	0	#DIV/0!	68	305	22%
	Nb de personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle (femmes)	0	0	#DIV/0!	97	305	32%
Produit 2.1: Les ménages pauvres bénéficient de microprojets et de services de vulgarisation agricole et animale							
	Nombre de microprojets sociaux réalisés	0	0	#DIV/0!	44	70	63%
	Nombre de bénéficiaires de microprojets sociaux (Hommes)	58	0	0%	2104	1408	149%
	Nombre de bénéficiaires de microprojets sociaux (Femmes)	58	0	0%	2338	1408	166%
	Nombre de bénéficiaires de microprojets sociaux (Jeunes)	44	0	0%	839	845	99%
	Nombre de microprojets économiques réalisés	24	10	42%	497	730	68%
	Nombre de bénéficiaires de microprojets économiques (Hommes)	700	764	109%	4420	2964	149%
	Nombre de bénéficiaires de microprojets économiques (Femmes)	688	482	70%	3093	2964	104%
	Nombre de bénéficiaires de microprojets économiques (Jeunes)	441	123	28%	1347	1778	76%
	Nb de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole (hommes)	643	1164	181%	3501	1465	239%
	Nb de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole (femmes)	648	778	120%	2087	977	214%
	Nb de personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (hommes)	53	108	204%	321	733	44%
	Nb de personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (femmes)	63	50	79%	450	1709	26%
	Nb de ménages ayant accès aux services zoosanitaires mis en place	116	158	136%	771	2442	32%
	Nb de ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	116	158	136%	771	2442	32%
	Nb de réseaux d'eau potable installés/remis en état	1	0	0%	10	50	20%
	Nb d'installations de transformation aménagées/remises en état	0	0	#DIV/0!	52	40	130%
	Nb d'installations de commercialisation aménagées/remises en état	0	0	#DIV/0!	54	100	54%

Hiérarchie des résultats	Indicateurs clés de performance (*: SYGRI **: ASAP)	Prévu PTBA 2019	Réalisé PTBA 2019 en 30 Juin	% Exec PTBA	Cumulatif Total	Cible Finale (N)	% de la Cible Finale
Composante 1: Financement des Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (Effets 1 et 2)							
Produit 2.2: Des infrastructures hydrauliques sont réalisées sur les parcelles agricole afin de valoriser l'eau agricole							
	Households supported with increased water availability or efficiency	1575	0	0%	78	160	49%
	Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated	75	0	0%	0	78	0%
Produit 2.3: Des travaux visant à réduire l'infiltration des eaux et protéger les bassins versants sont réalisés							
	Land under climate-resilient practices	300	60	20%	190	850	22%
	New or existing rural infrastructure protected from climate events (USD '000)	300	60	20%	373	1000	37%
Composante 2. Animation, Formation et Mise en Réseau (Effet 3)							
Produit 3.1: Les ACD opérationnelles sont renforcées.							
	Community groups engaged in NRM and climate risk management activities	0	0	#DIV/0!	251	508	49%
	Membres des groupes communautaires créés/consolidés (hommes)	0	0	#DIV/0!	10850	15742	69%
	Membres des groupes communautaires créés/consolidés (femmes)	0	0	#DIV/0!	11160	15246	73%
	Plans villageois/communautaires élaborés	0	0	#DIV/0!	341	406	84%
Produit 3.2: Les CRP développent des mécanismes d'autofinancement et respectent l'équité de genre.							
	% de femmes dans les instances de décision des CRP	0	0	#DIV/0!	0	no target	#VALOR!
	% de jeunes dans les instances de décision des CRP	0	0	#DIV/0!	0	no target	#VALOR!
	Nb de membres dans les CRP et ACD formés	0	0	#DIV/0!	844	no target	#VALOR!
	Nb de groupes communautaires comptant des femmes dans leurs instances de direction	0	0	#DIV/0!	64	203	32%
Composante 3 _Appui institutionnel pour l'adaptation aux CC de l'agriculture paysanne							
Produit 3.3: Le réseau agro-météorologique national est renforcé							
	(POSER-C) Nb de nouvelles stations météorologiques fonctionnelles	4	4	100%	4	4	100%
	(POSER-C) Nb de paysans utilisant un pluviomètre pour l'optimisation du calendrier agricole	80	0	0%	0	160	0%
Produit 3.4: Le dialogue politique autour de l'eau agricole est engagé.							
	International and country dialogues on climate supported	0	0	#DIV/0!	0	2	0%

Source : RSE/UCP



Investir dans les populations rurales

Cabo Verde

Rural Socio-economic Opportunities Programme

Rapport de supervision

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Dates de mission: 30/06/2019 au 17/07/2019

Date du document: 20/04/2020

Identifiant du projet 1100001604

Numéro du rapport: 5226-CV

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 3 : Respect des dispositions de l'accord de don : état d'avancement au 30 juin 2019

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, point 10 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte désigné »	« Dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en USD auprès de la banque centrale acceptable pour le FIDA ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 10 est ainsi libellé « L'Emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en euro auprès de la banque centrale de Cabo Verde.
Section B, point 11 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte d'opération »	« L'emprunteur ouvrira en outre un compte d'opération en Escudos du Cap-Vert (CVE) pour la réalisation des activités du programme ».	Pour mémoire	conforme	Tous les fournisseurs sont payés par le Trésor Public, par virement. Il n'y a pas de paiement par chèque. Les comptes d'opérations de l'UGP ont été fermés et les sous/comptes bancaires au niveau des CRP ont été recouvrés
Section B, point 12 de l'amendement du 27 mai 2013 « contrepartie »	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 12 est ainsi libellé « L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD. Ce montant représente la contribution de l'emprunteur : a) à la prise en charge par l'emprunteur, au moyen d'exonérations ou en recourant à la procédure de chèques du trésor, de l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme , pour un total approximatif de 2 millions d'USD ; et b) au financement de l'assurance du personnel de l'UCP et des CRP, ainsi que d'autres coûts de fonctionnement et de prestation de service, pour un montant approximatif de 2 millions d'USD ».	Pour mémoire		L'Etat a libéré 101% de sa Participation en numéraire. Ces fonds sont logés dans un compte géré par le trésor à travers le SIGOF et décaissé suivant les engagements financiers du Programme. Les taxes exonérées correspondent à 10% des prévisions à la Conception (peu d'acquisitions après le transfert des actifs du PLPR au POSER)
Section B, point 13 de l'amendement du 15 juin 2017 « contrepartie »	L'Emprunteur/Bénéficiaire fournit une contribution additionnelle d'un montant 946000 d'USD afin de couvrir les taxes et droits de douane des activités financées par le Don ASAP	Pour mémoire	conforme	
Annexe 2 de l'amendement du 27 mai 2013 « tableau d'affectation des fonds »	« Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories ».	Pour mémoire	conforme	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le tableau d'affectation est ainsi libellé « Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories. Chaque demande de décaissement sera répartie par le fonds en pari passu selon un ratio 31/23/46 entre le prêt du fonds, le prêt supplémentaire du fonds et le prêt du fonds fiduciaire ».
Annexe 2 de l'amendement du 15 juin 2017 « tableau d'affectation des fonds »	Le décaissement de l'avance Initiale et les autres demandes concernant le Don ASAP se feront par une demande spécifique audit Don	Pour mémoire	conforme	Mise en place du Compte désigné du Don ASAP avec un dépôt initial de 400.000 euros
Section 7.02, b), ii) des conditions générales « PTBA »	« l'agent principal du programme soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année du projet considérée..... ».	Pour mémoire	non conforme	PTBA 2019 (janvier/septembre 2019) transmis le 26/12/2018